

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 1009

[C — 2003/27138]

27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement 18 octobre 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.306/4, donné le 18 décembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

CHAPITRE I^{er}. — *Objet, champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive européenne 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage.

Art. 2. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations et activités visées par les rubriques 37.10.01, 37.10.02, 37.10.03 et 37.10.04 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 3. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° Office : le fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon des Déchets ou son délégué;

2° V.H.U. : véhicule hors d'usage tel que défini à l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

3° fonctionnaire technique : le fonctionnaire défini à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 4. L'établissement est protégé sur tout son périmètre par une enceinte grillagée d'au moins 2 mètres de haut en vue d'empêcher efficacement l'accès tant pour les personnes que pour les véhicules en dehors des heures d'ouverture.

D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, ne peuvent être utilisés que pour autant qu'ils assurent un degré de protection au moins équivalent à celui dudit grillage.

Art. 5. Les entrées et sorties de l'établissement sont pourvues de portes solides équipées d'un système de fermeture efficace. Ces portes ne sont maintenues ouvertes qu'en présence de l'exploitant ou de son délégué.

Art. 6. Les chemins de circulation des véhicules à l'intérieur de l'établissement et ses chemins d'accès privés sont pourvus d'un revêtement dont l'entretien est aisé.

Art. 7. Les véhicules sortant de l'installation ne souillent pas de manière anormale les voiries publiques. Des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin sur une aire étanche.

Art. 8. Les zones de stockage et de travail sont aménagées pour empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides et autres produits annexes susceptibles de polluer le sol et le sous-sol. Elles sont chimiquement inertes vis-à-vis de ces polluants liquides et sont maintenues en permanence en bon état d'entretien.

Art. 9. Le revêtement des zones de stockage et de travail est aménagé en légère pente, de manière à assurer l'évacuation des eaux de ruissellement et de nettoyage.

Art. 10. Ces eaux sont dirigées vers un système de collecte et de drainage conçu et réalisé de manière à :

1° faciliter leur récupération;

2° éviter tout écoulement en dehors des limites des aires de stockage et de travail;

3° permettre leur passage dans un décanteur-déshuileur, dont l'effluent doit respecter les prescriptions du chapitre V ou évacuées vers une citerne à double parois, étanche, de capacité suffisante qui est régulièrement vidée par une entreprise agréée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux déchets dangereux du 9 avril 1992.

Art. 11. Complémentaire aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le panneau, d'au moins 1 m² de superficie, est bien visible et lisible de la rue. Les informations relatives aux heures normales d'ouverture pour l'acceptation des déchets y sont insérées.

CHAPITRE III. — *Exploitation**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 12. L'exploitant prend toutes les mesures utiles en vue de prévenir la prolifération d'animaux nuisibles tels que rongeurs, insectes, oiseaux. Le fonctionnaire chargé de la surveillance peut, le cas échéant, imposer l'extermination des animaux nuisibles.

Art. 13. La destruction de déchets par combustion est interdite.

Art. 14. L'exploitant veille à ce que les déchets ne soient pas aperçus de la rue. Des dispositions de nature à limiter les nuisances visuelles sont prescrites dans les conditions particulières.

Art. 15. Les véhicules hors d'usage et les métaux usagés doivent être empilés sur une hauteur compatible avec le bon aménagement et le caractère architectural des lieux où l'établissement est implanté. A défaut de conditions particulières, cette hauteur est inférieure à 3 mètres lorsque le dépôt est établi à l'air libre. Toutefois, dans l'enceinte d'une entreprise ayant comme activité principale la récupération de matières constitutives, métalliques et non métalliques en vue de leur recyclage, de leur valorisation ou de leur élimination, la hauteur de l'empilement peut atteindre 6 mètres. En aucun cas, la hauteur des véhicules hors d'usage ou des métaux usagés ne sera supérieure à celle de l'écran visuel sauf dans le cas visé ci-dessus où la hauteur de l'empilement peut atteindre 6 mètres.

Art. 16. Les activités en matière de déchets sont placées sous l'autorité d'une personne qualifiée expressément désignée par l'exploitant. Ce dernier est tenu de communiquer, par écrit, l'identité de ce responsable au fonctionnaire chargé de la surveillance, au fonctionnaire technique ainsi qu'à l'Office avant la mise en activité de l'établissement.

Art. 17. Les conditions particulières fixent les capacités maximales de stockage et de traitement de l'établissement en fonction de la superficie du site et des moyens techniques.

Section 2. — Critères et procédures d'admission des déchets

Art. 18. Les opérations d'acceptation et de déchargement des déchets ne sont autorisées qu'en présence et sous la surveillance de la personne responsable visée à l'article 16, disposant en permanence d'un exemplaire de l'acte d'autorisation ainsi que du plan de travail visé à l'article 32.

Section 3. — Contrôle et procédure de refus

Art. 19. La vérification de la conformité du déchet au regard de la spécificité de l'établissement incombe à l'exploitant.

Tout chargement entrant dans le site fait l'objet d'une vérification, au moins visuelle.

En cas de refus du déchet, l'exploitant note le numéro de châssis, l'identité du transporteur du véhicule et sa destination.

Section 4. — Critères et procédures d'évacuation des déchets

Art. 20. Tous les contrats ou accords passés entre l'exploitant et les firmes ou organismes chargés de leur évacuation, de l'exportation et/ou de leur traitement, valorisation ou élimination mentionnent explicitement les installations où ils seront finalement éliminés ou valorisés. Ces mentions comportent obligatoirement :

1. les coordonnées de ces installations ou établissements;
2. toutes les informations utiles attestant que leur exploitation est couverte par toutes les autorisations requises et qu'ils sont régulièrement autorisés à accueillir les déchets visés.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 21. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 22. Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 23. Les conditions de déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux de surface sont fixées par les conditions particulières. Le déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux souterraines est interdit.

CHAPITRE VI. — *Air*

Art. 24. Les conteneurs ou véhicules évacuant les déchets valorisables ou non, sont pourvus de bâches ou de filets, de manière à éviter tout envol ainsi que des émissions de poussières lors du transport.

CHAPITRE VII. — *Bruit*

Art. 25. Les précautions nécessaires sont prises pour que les vibrations qui pourraient être engendrées par le fonctionnement notamment des presses, cisailles, transmissions, engins de manutention, ou par les procédés de travail mis en œuvre ne puissent nuire à la stabilité des constructions. Si nécessaire, des amortisseurs de vibrations adaptés sont placés entre le sol et le socle des machines.

CHAPITRE VIII. — *Sûretés et assurances*

Art. 26. La sûreté visée à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est toujours exigée pour chacun des établissements visés au présent arrêté. Son montant est fixé par les conditions particulières.

Art. 27. L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'autorisation est demandée. Le montant minimum est fixé par les conditions particulières.

CHAPITRE IX. — *Cession et remise en état en fin d'exploitation*

Art. 28. Outre la notification prévue à l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la cession de l'acte d'autorisation doit être préalablement notifiée au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'Office.

Art. 29. § 1^{er}. En fin d'exploitation, les déchets sont évacués vers des installations dûment autorisées.

§ 2. En cas de cessation d'activité, l'exploitant fait réaliser une étude indicative de la qualité du sol par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 relatif à l'implantation et l'exploitation des stations-service et ce, sur base d'une prise d'échantillons et d'analyses effectuées par un laboratoire agréé en matière de surveillance de l'exécution des dispositions relatives aux déchets. Cette étude conduit à déterminer la qualité du sol, le respect des normes applicables et le cas échéant les mesures d'assainissement à réaliser.

Art. 30. Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées. En cas d'impossibilité, notamment dans le cas des cuves enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

CHAPITRE X. — *Contrôle, autocontrôle et surveillance**Section 1^{re}. — Exploitation*

Art. 31. Avant la mise en activité de l'établissement, l'exploitant porte à la connaissance du fonctionnaire technique le projet d'un plan de travail. Le fonctionnaire technique approuve le projet de plan dans un délai de trente jours à dater de la réception du projet. A défaut de décision dans le délai, le plan de travail est réputé approuvé. Dans les six mois de la mise en activité de l'établissement, l'exploitant est tenu de disposer du plan de travail définitif approuvé.

Art. 32. Ce plan de travail comprend :

- 1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions en matière de déchets ainsi que des présentes conditions d'exploitation;
- 2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement;
- 3° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;
- 4° l'organisation de la réception des lots de déchets;
- 5° l'organisation de l'évacuation des déchets.

Art. 33. Toute modification substantielle du plan de travail n'est permise que moyennant l'accord préalable du fonctionnaire technique.

Art. 34. Le plan de travail peut être complété et modifié à la requête du même fonctionnaire. Cette décision est notifiée à l'exploitant par écrit.

Section 2. — Registre

Art. 35. L'exploitant ou son délégué tient un registre sous la forme d'un livre à pages numérotées en continu, ou toute autre méthode approuvée par l'Office, dans lequel sont consignées, au jour le jour, les entrées, les sorties et les refus de déchets. Si l'exploitant opte pour une tenue informatisée des registres, un état sera imprimé, chaque jour ouvrable, et classifié sur base d'une numérotation en continu.

Art. 36. Audit registre, sont annexés tous les documents tels que les bordereaux de versage dans un centre d'enfouissement technique, les certificats de réception ou d'élimination.

Art. 37. L'exploitant est tenu d'adresser à l'Office, un rapport trimestriel dans lequel sont consignées les quantités totales des déchets, exprimées en tonnes, des entrées et des sorties, détaillées pour chaque code déchet en ce compris celles qui sont destinées à la valorisation.

Art. 38. Le registre des entrées et des sorties, ainsi que ses annexes, les contrats mentionnés à l'article 20 sont conservés au siège de l'exploitation. Ils sont tenus en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservés pendant au moins cinq ans après l'échéance de l'autorisation d'exploiter ou la fin prématurée de l'exploitation de l'établissement.

Section 3. — Eau

Art. 39. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, au siège d'exploitation, pendant au moins trois ans, les bons de reprise et/ou de traitement et/ou d'élimination des déchets issus de l'entretien du système de récolte et d'épuration des eaux.

TITRE II. — Installation de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage et centre de démantèlement et de dépollution de véhicules hors d'usage (V.H.U.)CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Art. 40. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations visées par les rubriques 37.10.02. et 37.10.03 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 41. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

démantèlement : activité consistant à débarrasser le véhicule hors d'usage d'un maximum de composants valorisables, en ce compris les pièces de rechange, en vue de leur réutilisation maximale.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*Section 1^{re}. — Aménagements et équipements

Art. 42. L'établissement dispose en tout temps des équipements techniques suivants :

1° une zone de chargement, de déchargement et de contrôle des véhicules hors d'usage à l'intérieur du site comportant un pont-bascule ou un appareil de pesage, étalonné, pourvu d'un système informatique permettant le contrôle en temps réel des entrées et sorties de déchets;

2° une zone réservée au stockage exclusif des véhicules non dépollués;

3° un atelier de dépollution des véhicules et de démantèlement des véhicules dépollués;

4° des dépôts destinés à recueillir tous les déchets non visés au 7° ci-après, rangés suivant leur nature et notamment :

a) les liquides divers séparés suivant leur nature;

b) les gaz provenant des systèmes de conditionnement d'air;

c) les pots d'échappement;

d) les produits pyrotechniques (airbags);

e) les réservoirs à gaz;

5° une zone de stockage des carcasses nues;

6° une zone de stockage des pièces détachées récupérables;

7° une zone de stockage des déchets non dangereux;

8° un moyen de destruction, soit une machine à découper, soit une presse, soit une machine de broyage (shredder) sauf s'il dispose d'un contrat de destruction avec une entreprise disposant d'un engin de destruction se trouvant sur un terrain attenant et couvert par un permis d'environnement valable pour cette activité.

Ce contrat stipule notamment que :

a) « la suspension ou résiliation du contrat n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date où la suspension ou la résiliation est signifiée à l'Office »;

b) « l'exploitant de l'installation de destruction veille à ce que tout numéro d'identification apparaissant sur le châssis soit totalement détruit de manière à exclure toute réutilisation.

Une copie certifiée conforme de ce contrat doit être communiquée à l'Office le jour de la mise en exploitation du centre;

9° le matériel roulant nécessaire doit être présent afin d'assurer le déplacement interne de véhicules hors d'usage ou notamment de bacs de stockage.

Art. 43. § 1^{er}. Les zones de réception et de stockage des véhicules non dépollués ainsi que les zones de démontages et de traitement sont aménagées pour empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides et petites pièces polluées issues du démontage susceptibles de polluer le sol ou le sous-sol.

§ 2. Les zones de stockage des véhicules hors d'usage dépollués sont envisagés en revêtement solide en béton ou hydrocarboné.

CHAPITRE III. — *Exploitation*Section 1^{re}. — Généralités

Art. 44. Seuls, sont admis dans ces installations, les V.H.U. tels que définis par l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 45. Les véhicules hors d'usage non dépollués ne peuvent être empilés et ne peuvent être déposés ni sur le flanc, ni sur le toit.

Art. 46. Les activités d'acceptation, de dépollution, de démantèlement et de stockage des véhicules hors d'usage sont placées sous l'autorité d'une personne qualifiée d'un diplôme pouvant justifier d'une formation ou d'une expérience suffisante pour ce type d'opération, personne expressément désignée par l'exploitant. Ce dernier est tenu de communiquer, par écrit, l'identité de ce responsable ainsi que la copie, certifiée conforme, du diplôme au fonctionnaire chargé de la surveillance, au fonctionnaire technique ainsi qu'à l'Office avant la mise en activité de l'établissement. L'Office en accuse réception et délivre un numéro d'identification de l'établissement audit responsable.

Art. 47. Aucun V.H.U. ne peut être laissé en stationnement sur la voie publique aux abords de l'établissement, ni se trouver à moins de cinq mètres de celle-ci s'il est laissé à l'air libre. Cette dernière disposition ne s'applique pas lorsqu'un écran continu sépare les V.H.U. de la voie publique aux abords de l'établissement.

Art. 48. L'agencement des lieux est réalisé de manière à ce que les véhicules entrant et sortant passent obligatoirement sur le pont-bascule maintenu en fonctionnement permanent pendant les heures d'ouverture.

Section 2. — Critères et procédures d'admission des V.H.U.

Art. 49. La vérification de la conformité des véhicules hors d'usage au regard de la spécificité de l'établissement incombe à l'exploitant. Tout chargement entrant dans le site fait l'objet d'une vérification au moins visuelle.

Art. 50. Dès qu'un véhicule hors d'usage est admis dans l'établissement, ses caractéristiques et son origine sont encodées.

L'admission d'un véhicule hors d'usage dans l'établissement donne lieu sur le champ à la délivrance par l'exploitant d'une attestation de dépôt au détenteur, reprenant au minimum la marque et le type de véhicule.

Elle donne lieu ultérieurement, dans un délai de quarante-cinq jours maximum, à la délivrance d'un « certificat de destruction » au détenteur et au dernier propriétaire du véhicule.

A défaut d'un modèle établi par l'Office, ledit certificat comportera les informations prévues par la décision 2002/151/CE du 19 février 2002 de la Commission européenne déterminant le contenu minimum du certificat de destruction.

Art. 51. Une fois admis, le véhicule hors d'usage est stocké provisoirement dans la zone réservée à cet usage. Ce stockage ne peut dépasser trente jours, hors période de congés annuels.

Art. 52. Avant toute opération de démantèlement, le véhicule hors d'usage admis dans l'établissement est obligatoirement dépollué.

Section 3. — Critères de dépollution et de démantèlement

Art. 53. L'établissement est équipé pour permettre au minimum :

- 1° le retrait des batteries et des réservoirs de gaz liquéfiés;
- 2° le retrait ou la neutralisation des composantes susceptibles d'exploser par exemple les coussins gonflables de sécurité (air-bags);
- 3° le retrait et le stockage séparé dans des réservoirs appropriés, des carburants, des huiles de carter, des huiles de transmission, des huiles de boîtes de vitesse, des huiles hydrauliques, des liquides de refroidissement, de l'antigel, des liquides de frein et des fluides de circuits d'air conditionné ainsi que de tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées;
- 4° le retrait de tous les composants recensés comme contenant du mercure.

Art. 54. Les conditions particulières fixent la quantité maximum de déchets issus des opérations de dépollution qui sont stockés sur le site.

Art. 55. § 1^{er}. Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants contenant des fluides ni les composants valorisables et les pièces de rechange.

§ 2. L'exploitant dispose au minimum de conteneurs appropriés pour le stockage des batteries, des filtres et des condensateurs contenant du PCB/PCT.

§ 3. L'exploitant dispose des installations appropriées de stockage des pièces démontées et des pièces de rechange, dans un espace couvert, en ce compris une installation de stockage imperméable pour les pièces graisseuses.

L'entrepôt dispose d'un revêtement solide imperméable et est raccordé au réseau de canalisation d'amenée au décanteur/déshuileur.

§ 4. Le degré moyen de démantèlement atteint, les méthodes utilisées, leur comparaison avec les meilleures techniques disponibles, le plan des investissements prévu pour l'année et le bilan des réalisations par rapport au plan d'investissement de l'année écoulée font l'objet d'un rapport qui est transmis à l'Office au plus tard le 10 février.

Dès la deuxième année, les modifications apportées à l'exploitation par rapport à l'année précédente y sont intégralement reprises. Une copie du bilan financier, du dernier exercice et le rapport de l'auditeur de l'organisme indépendant de certification accrédité EN 45004 sont jointes.

§ 5. Dès la mise en exploitation, l'opération de démantèlement et de dépollution est menée conformément à l'article 86 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

L'opération porte également sur les éléments pyrotechniques (air-bags,...).

Les fluides et autres produits provenant du démantèlement sont immédiatement déposés dans des loges couvertes étanches et/ou récipients solides et étanches distincts construits en matériaux appropriés à la nature des fluides et autres produits auxquels ils sont destinés. Les loges sont aménagées et les récipients sont entreposés de manière à prévenir tout risque d'épanchement accidentel et de pollution quelconque.

Il y a lieu en outre de faire procéder à la neutralisation et à l'élimination des parties pyrotechniques des airbags, des ceintures et des autres composants dangereux.

De même, il y a lieu de procéder au retrait, dans la mesure du possible, de tous les composants recensés comme contenant du mercure.

Art. 56. Les conditions particulières fixent le nombre de véhicules hors d'usage dépollués, la hauteur d'empilement, les conditions de stockage particulières des carrosseries qui peuvent éventuellement subir un démontage secondaire et des conditions particulières de stockage des éléments pyrotechniques non explosés.

Art. 57. § 1^{er}. Aucun véhicule hors d'usage admis dans l'établissement ne peut en sortir sans être dépollué. Seule la destruction du châssis peut être effectuée à l'extérieur, si l'exploitant ne dispose pas d'un moyen de destruction mais a conclu un contrat de destruction avec une entreprise disposant de l'engin de destruction sur un terrain attenant.

§ 2. Les numéros d'identification apparaissant sur le châssis sont totalement détruits de manière à exclure toute réutilisation. Cette disposition s'applique également aux châssis destinés à être broyés à l'extérieur du centre agréé, avant leur expédition.

Section 4. — Conditions relatives à l'exploitant et à la certification

Sous-section 1^{re}. — Conditions relatives à l'exploitant

Art. 58. L'exploitant du site doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° s'il s'agit d'une personne physique :
 - a) jouir des droits civils et politiques;
 - b) ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore des effets au cours des cinq dernières années précédant la demande, par une décision coulée en force jugée, pour une infraction à des dispositions relatives à la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, aux déchets et à la taxation des déchets ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale :
 - a) être constituée conformément à la législation belge, celle d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'un état partie à l'accord sur l'Espace économique européen et avoir son siège social ou son siège d'exploitation en Belgique, dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen;
 - b) ne compter, parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, a) et b);

3° s'il s'agit d'une personne morale de droit public ou de droit privé non constituée sous forme de société commerciale : ne compter parmi les membres de ses organes de gestion et les membres de son personnel que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, a) et b).

Art. 59. L'exploitant dispense une formation adéquate à tout le personnel employé sur le site dans le cadre de son exploitation. Cette formation porte notamment sur :

- 1° des dispositions applicables en matière de permis d'environnement et de gestion des déchets;
- 2° des techniques de reconnaissance et de gestion des déchets;
- 3° des dispositions en matière de sécurité interne et externe;
- 4° des problèmes environnementaux liés à l'exploitation de l'établissement.

L'exploitant établit et complète régulièrement un répertoire reprenant la liste du personnel ayant suivi ladite formation. Ce répertoire est conservé sur le site.

Sous-section 2. — Conditions relatives à la certification

Art. 60. § 1^{er}. Au moins un contrôle du centre agréé est effectué annuellement par un organisme indépendant de certification accrédité EN 45004. L'exploitant est en outre tenu d'accepter l'inspection régulière de ses installations par ledit organisme indépendant de certification.

§ 2. Un rapport annuel relatif au contrôle du centre agréé est établi par l'organisme indépendant de certification.

§ 3. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, l'exploitant assure une gestion efficace du flux des déchets. La gestion administrative du centre permet à tout moment de fournir facilement à l'Office, sur simple demande, une liste actualisée reprenant les données suivantes concernant le flux des entrées et sorties exprimées en poids (en kg) et en nombre. Ces données sont, par ailleurs, communiquées annuellement par voie informatique à l'Office avant le 31 mars :

- 1° liste des véhicules hors d'usage entrés reprenant leur nombre, leur poids total par catégorie M1 ou N1, véhicules à trois roues et autres types de véhicules;
- 2° liste des véhicules hors d'usage sortis reprenant leur nombre, leur poids total par catégorie M1 ou N1 ou véhicules à trois roues et autres types de véhicules;
- 3° liste des déchets évacués, leur poids total et de leur destination : réutilisation, recyclage, traitement dans une installation autorisée avec récupération d'énergie, incinération dans une installation dûment autorisée ou mise en centre d'enfouissement technique;
- 4° liste des établissements au sein desquels ont été acceptés les déchets évacués, et les copies scannées des certificats d'acceptation délivrés par lesdits établissements.

§ 4. A la demande d'une instance coordinatrice dont il est fait mention à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion et que peuvent créer les exploitants ou leurs organisations professionnelles représentatives, tout exploitant transmet les informations nécessaires au suivi des véhicules hors d'usage et notamment le statut de chaque véhicule par rapport au répertoire officiel belge de l'immatriculation des véhicules et des remorques.

Les données sont mises à disposition via un système uniformisé et informatique des données en lien avec la banque centrale de données de l'instance coordinatrice visée à l'alinéa précédent, suivant une procédure et une périodicité à déterminer par ledit organisme.

Art. 61. L'exploitant transmet avant le 10 février de chaque année à l'Office, par envoi recommandé, le rapport de contrôle réalisé par l'organisme indépendant de certification pour l'année écoulée.

Section 5. — Registre

Art. 62. Dans le registre, visé à l'article 35 sont consignées les informations suivantes :

1. pour les entrées :
 - a) le numéro d'ordre de l'arrivage de chaque lot de déchets;
 - b) la date de leur arrivage;
 - c) le libellé et le numéro de code visé du déchet;
 - d) les coordonnées du dernier propriétaire de chaque V.H.U et leur dernier numéro d'immatriculation;
 - e) les coordonnées de la personne ayant déposé le(s) V.H.U.;
 - f) le poids net du lot et le numéro du bon de pesage.
2. pour les sorties :
 - a) le numéro d'ordre de l'évacuation de chaque lot de déchets;
 - b) la date de leur évacuation;
 - c) le type et la nature des déchets;
 - d) le libellé et le numéro de code visé du déchet;
 - e) les coordonnées du transporteur et du destinataire, respectivement;
 - f) le numéro d'immatriculation du véhicule de transport quittant l'établissement;
 - g) le poids net du lot et le numéro du bon de pesage.
- 3° la mention du refus.

Section 6. — Limitations

Art. 63. La quantité et/ou le volume total(e) de V.H.U. présents sur la partie du site destinée à l'activité de démantèlement est (sont) défini(es) dans les conditions particulières.

Art. 64. La quantité maximale d'huiles usagées, entreposée dans l'établissement, est définie dans les conditions particulières.

Art. 65. La quantité maximale de solvants usagés, entreposée dans l'établissement, est définie dans les conditions particulières.

Art. 66. La quantité maximale de résidu de carburant, entreposée dans l'établissement est définie dans les conditions particulières.

Art. 67. Les filtres à huile sont conservés dans des conteneurs incombustibles destinés à cet effet et clairement identifiés. Le nombre maximal de conteneurs est défini dans les conditions particulières.

Art. 68. Les batteries sont conservées dans des conteneurs résistant aux acides. Le nombre maximal de conteneurs est défini dans les conditions particulières.

Art. 69. Les extincteurs sont conservés dans un conteneur en PVC ou équivalent. Le nombre maximal de conteneurs est défini dans les conditions particulières.

Art. 70. Les bonbonnes de LPG sont stockées dans des réservoirs résistants aux déflagrations. Le nombre maximal de réservoirs est défini dans les conditions particulières.

Art. 71. Les liquides de refroidissement, de lave-glaces et de freins sont stockés dans des citernes étanches. La capacité des citernes est définie dans les conditions particulières.

Art. 72. Les amortisseurs, les circuits de freins, les pots catalytiques ou les sphères de suspension sont stockés en conteneurs. La capacité des conteneurs est définie dans les conditions particulières.

Art. 73. Le volume maximal du stock de pneus déjantés, retirés des véhicules est défini dans les conditions particulières.

Art. 74. Les différents conteneurs et réservoirs sont évacués par un opérateur agréé dans les quarante-huit heures de leur remplissage. Les citernes sont également vidées dans les quarante-huit heures de leur remplissage.

Art. 75. Les pièces réutilisables sont stockées dans un lieu couvert et conservées en rayonnage.

Art. 76. Le stockage des carrosseries démantelées, destinées au transport est distinctement séparé des autres lieux de stockage de carrosseries et est inaccessible au public.

Art. 77. Avant tout transport vers les unités de broyage, les carcasses, après démontage, ainsi que les parties volumineuses sont rendues inutilisables soit par pressage au moyen d'une presse hydraulique, soit par découpage au moyen d'une cisaille hydraulique, soit par broyage au moyen d'un broyeur (shredder), à l'exception des véhicules orientés vers le centre de destruction des véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux contigus au site.

TITRE III. — Centre de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Art. 78. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations visées par les rubriques 37.10.04 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 79. L'établissement est équipé d'un pont bascule avec enregistrement.

CHAPITRE III. — Exploitation

Section 1^{re}. — Déchets admis sur le site

Art. 80. Seuls, sont admis dans le centre de destruction de véhicules hors d'usage (V.H.U.) et de traitement de métaux ferreux et non ferreux :

- 1° les véhicules au rebut considérés comme déchets non dangereux;
- 2° les catalyseurs retirés des véhicules contenant des métaux précieux et les autres catalyseurs retirés des véhicules;
- 3° les équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones;
- 4° les encombrants, les encombrants électroniques, les encombrants électriques tels que visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002;
- 5° les métaux ferreux et non ferreux.

Section 2. — Aménagement et équipements

Art. 81. Les déchets sont obligatoirement entreposés sur des aires de stockage exclusivement réservées à cet usage.

Art. 82. Les V.H.U. mis en dépôt ne comportent plus les éléments suivants :

- les batteries;
- les filtres d'huile moteur;
- les carburants (essence plombée, essence sans plomb, diesel, LPG);
- les huiles (du moteur, de la boîte de vitesse, du différentiel);
- les huiles du système de direction et de direction assistée;
- les huiles des amortisseurs/huile hydraulique des systèmes de suspension des roues;
- les liquides (de freins, de lave-glaces, de refroidissement du radiateur, de refroidissement pour un système fermé de conditionnement d'air);
- les air-bags.

Art. 83. Le centre comporte des zones spécialement aménagées et séparées les unes des autres pour :

- 1° Les métaux ferreux;
- 2° Les métaux non ferreux;
- 3° Les autres déchets.

Section 3. — Critères et procédures d'admission des déchets

Art. 84. Le pont-basculé, visé à l'article 79, est pourvu d'un système automatique d'enregistrement et du matériel informatique permettant le contrôle en temps réel des entrées et des sorties de déchets ou toute autre technique approuvée par l'Office.

Art. 85. L'étalonnage du pont-basculé est contrôlé par un organisme de certification et de contrôle accrédités.

Art. 86. L'agencement des lieux est prévu de manière telle que les véhicules entrants passent obligatoirement sur le pont basculé, maintenu en fonctionnement permanent pendant les heures d'ouverture.

Section 4. — Registre

Art. 87. Dans le registre, visé à l'article 35 sont consignées les informations suivantes :

1. pour les entrées :
 - a) le numéro d'ordre de l'arrivage de chaque lot de déchets;
 - b) la date de leur arrivage;
 - c) le libellé et le numéro de code visé du déchet;
 - d) pour les V.H.U. démantelés, les coordonnées du dernier propriétaire et leur dernier numéro d'immatriculation;
 - e) les coordonnées de la personne ayant déposé le(s) V.H.U.;
 - f) le poids net du lot et le numéro du bon de pesage.
2. pour les sorties :
 - a) le numéro d'ordre de l'évacuation de chaque lot de déchets;
 - b) la date de leur évacuation;
 - c) le type et la nature des déchets;
 - d) le libellé et le numéro de code visé du déchet;
 - e) les coordonnées du transporteur et du destinataire, respectivement;
 - f) le numéro d'immatriculation du véhicule de transport quittant l'établissement;
 - g) le poids net du lot et le numéro du bon de pesage.
3. la mention du refus.

Section 5. — Limitations

Art. 88. La quantité et/ou le volume de métaux ferreux, résidus de métaux ferreux, et de tout autre déchet majoritairement ferreux, en ce compris les encombrants tels que visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002 et autres équipements mis au rebut sur le site est (sont) défini(es) dans les conditions particulières.

Art. 89. La quantité et/ou le volume de métaux non ferreux, résidus de métaux non ferreux et de tout autre déchet majoritairement non ferreux sur le site est (sont) défini(es) dans les conditions particulières.

Art. 90. La quantité et/ou le volume total(e) de déchets à éliminer, résidu du tri et du traitement, en ce compris les résidus de broyage lourds et légers est (sont) strictement défini(es) dans les conditions particulières.

Section 6. — Critères et procédures d'évacuation des déchets

Art. 91. L'agencement des lieux est prévu également de manière telle que les véhicules évacuant de l'établissement les métaux ferreux et non ferreux ainsi que les résidus du tri à traiter ou à éliminer passent obligatoirement sur le pont basculé.

TITRE IV. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 92. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 1997 réglementant l'implantation et l'exploitation des dépôts et centres de tri de métaux usagés et de véhicules hors d'usage est abrogé en ce qui concerne les établissements existants douze mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté et pour les autres établissements à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 93. Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les établissements existants, le présent arrêté entre en vigueur un an après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 94. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1009

[C — 2003/27138]

27. FEBRUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 18. Oktober 2002 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 34.306/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Allgemeines**KAPITEL I — Gegenstand, Anwendungsbereich und Definitionen**

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die europäische Richtlinie 2000/53/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. September 2000 über die Altfahrzeuge teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in den Rubriken 37.10.01, 37.10.02, 37.10.03 und 37.10.04 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angeführten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 3 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° "Amt": der leitende Beamte des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder sein Beauftragter;

2° Altfahrzeug: Altfahrzeug im Sinne der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

3° technischer Beamte: der Beamte im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

KAPITEL II — Standort und Aufbau

Art. 4 - Um den gesamten Betrieb herum läuft eine mindestens 2 Meter hohe Maschendrahtumzäunung, die den Zugang außerhalb der Öffnungszeiten sowohl den Personen als auch den Fahrzeugen zweckmäßig verhindert.

Andere solide und ortsfeste materielle Mittel dürfen nur dann eingesetzt werden, wenn sie einen Schutzgrad bieten, der mindestens demjenigen der besagten Maschendrahtumzäunung entspricht.

Art. 5 - Die Ein- und Ausgänge des Betriebs sind mit festen Toren versehen, die mit einem zweckmäßigen Abschließsystem ausgerüstet sind. Diese Tore sind nur dann offen, wenn der Betreiber oder sein Beauftragter anwesend sind.

Art. 6 - Die Verkehrswege für die Fahrzeuge innerhalb des Betriebs und seine privaten Zugangswege werden mit einem Belag ausgestattet, dessen Reinigung einfach ist.

Art. 7 - Die aus der Anlage fahrenden Fahrzeuge verschmutzen die Verkehrswege nicht ungewöhnlicherweise. Notfalls werden Vorkehrungen wie das Waschen der Fahrzeuigräder auf einer dichten Fläche vorgesehen.

Art. 8 - Die Lager- und Arbeitszonen werden derart hergerichtet, dass keine Flüssigkeiten oder sonstigen Produkte in den Boden und den Untergrund eindringen und sie verschmutzen können. Entgegen diesen flüssigen Schadstoffen sind sie chemisch inert. Außerdem werden sie in gutem Zustand gehalten.

Art. 9 - Der Bodenbelag der Lager- und Arbeitszonen weist eine leichte Schräge auf, so dass das Niederschlags- und Reinigungswasser gut abfließen kann.

Art. 10 - Dieses Abflusswasser wird in ein Sammel- und Dräniersystem geführt, das so konstruiert und ausgeführt wurde, dass:

1° das Abflusswasser auf einfache Weise gesammelt werden kann;

2° jegliches Abfließen außerhalb der Grenzen der Lager- und Arbeitszonen vermieden wird;

3° das Abflusswasser durch ein ölabscheidendes Absetzbecken fließen kann; das aus dieser Vorrichtung abfließende Wasser muss den Auflagen von Kapitel V genügen. Alternativ kann das Abflusswasser auch in einem doppelwandigen, undurchlässigen Behälter gesammelt werden, der regelmäßig von einem als Sammler und Transportunternehmer von gefährlichen Abfällen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über gefährliche Abfälle anerkannten Betrieb entleert wird.

Art. 11 - Zusätzlich zu den Vorschriften von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe wird ein mindestens 1 qm großes, von der Straße sichtbares und lesbares Schild angebracht. Auf diesem Schild werden die Informationen bezüglich der normalen Öffnungszeiten für die Aufnahme der Abfälle angegeben.

KAPITEL III — *Betrieb**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. 12 - Der Betrieb trifft alle zweckmäßigen Maßnahmen, um der Vermehrung von schädlichen Tieren, wie z.B. Nagetieren, Insekten, Vögeln vorzubeugen. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann gegebenenfalls die Vernichtung der schädlichen Tiere auferlegen.

Art. 13 - Die Vernichtung von Abfällen durch Verbrennung wird untersagt.

Art. 14 - Der Betreiber sorgt dafür, dass die Abfälle nicht von der Straße aus gesehen werden können. Maßnahmen zur Begrenzung der visuellen Belästigungen sind in den Sonderbedingungen vorzuschreiben.

Art. 15 - Die Höhe der gestapelten Altfahrzeuge und aufgeschichteten Altmetalle muss mit der zweckmäßigen Gestaltung und den architektonischen Eigenschaften der Örtlichkeiten, an denen der Betrieb angesiedelt ist, vereinbar sein. In Ermangelung von Sonderbedingungen liegt diese Höhe unter 3 Metern, wenn sich der Lagerplatz im Freien befindet. Innerhalb des abgeschlossenen Bereichs eines Unternehmens, dessen Haupttätigkeit in der Rückgewinnung von metallischen und nichtmetallischen Grundstoffen im Hinblick auf deren Recycling, Aufwertung oder Entsorgung besteht, darf die Höhe des Stapels 6 Meter erreichen. Auf keinen Fall dürfen die ausgedienten Fahrzeuge und Altmetalle die Höhe der Schutzwand überragen, außer im oben angeführten Fall, in dem die Höhe des Stapels 6 Meter erreichen darf.

Art. 16 - Die Tätigkeiten in Sachen Abfälle unterliegen der Aufsicht einer qualifizierten Person, die vom Betreiber ausdrücklich dazu bezeichnet wird. Letzterer ist dazu verpflichtet, die Identität dieser verantwortlichen Person dem mit der Überwachung beauftragten Beamten, dem technischen Beamten sowie dem Amt vor dem Anfang der Betriebstätigkeit schriftlich mitzuteilen.

Art. 17 - In den Sonderbedingungen werden die höchsten Lager- und Behandlungskapazitäten des Betriebs je nach der Fläche des Betriebsgeländes und der technischen Mittel festgelegt.

Abschnitt 2 — Kriterien und Verfahren für die Aufnahme der Abfälle

Art. 18 - Die Vorgänge in Zusammenhang mit der Annahme und Entladung der Abfälle sind nur bei Anwesenheit und unter der Aufsicht des von der verantwortlichen Person im Sinne von Art. 16 bezeichneten Beauftragten erlaubt. Dieser Beauftragte muss ständig über eine Abschrift der Genehmigungsurkunde sowie des in Artikel 32 bestimmten Arbeitsplans verfügen.

Abschnitt 3 — Kontrolle und Ablehnungsverfahren

Art. 19 - Die Überprüfung der Konformität des Abfalls unter Zugrundelegung der Spezifität des Betriebs obliegt dem Betreiber. Jede Ladung, die in den Betrieb gelangt, muss - zumindest visuell - überprüft werden.

Wenn ein Abfall abgelehnt wird, notiert der Betreiber die Fahrgestellnummer, die Identität des Transportunternehmers des Fahrzeugs und dessen Bestimmung.

Abschnitt 4 — Kriterien und Verfahren für die Abfallbeseitigung

Art. 20 - Die gesamten Verträge oder Abkommen zwischen dem Betreiber und den Firmen oder Einrichtungen, die mit der Beseitigung, der Ausfuhr und/oder der Behandlung, Verwertung oder Entsorgung beauftragt sind, geben ausdrücklich die Anlagen an, in denen die Abfälle letztendlich entsorgt und verwertet werden. Diese Angaben enthalten zwangsläufig:

1° die Bezeichnung und Anschrift dieser Anlagen oder Unternehmen;

2° die gesamten notwendigen Informationen, die bestätigen, dass ihr Betrieb durch die gesamten erforderlichen Genehmigungen gedeckt ist und dass sie ordnungsmäßig erlaubt werden, die erwähnten Abfälle aufzunehmen.

KAPITEL IV — *Unfall- und Feuerverhütung*

Art. 21 - Vor der Umsetzung des Projekts und vor jeder Änderung der Örtlichkeiten und/oder der Betriebsbedingungen, die eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers mit sich bringen kann, lässt sich der Betreiber von dem örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen für die Verhütung und Bekämpfung von Feuer und Explosionen beraten, unter dem Gesichtspunkt des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 22 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 23 - Die Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers in die Oberflächengewässer werden in den Sonderbedingungen festgelegt. Die Einleitung von industriellem Abwasser in das Grundwasser ist untersagt.

KAPITEL VI — *Luft*

Art. 24 - Die Behälter oder Fahrzeuge, mit denen die verwertbaren oder nicht verwertbaren Abfälle wegtransportiert werden, werden mit Planen oder Netzen versehen, um jegliches Wegfliegen sowie Staubemissionen beim Transport zu vermeiden.

KAPITEL VII — *Lärm*

Art. 25 - Die erforderlichen Vorsorgemaßnahmen werden getroffen, damit die Schwingungen, die auf Pressen, Scheren, Antriebsaggregate, Fördergeräte oder auf die benutzten Arbeitsvorgänge zurückzuführen wären, der Stabilität der Bauten nicht schaden können. Falls es nötig ist, werden Schwingungsdämpfer zwischen dem Boden und dem Sockel der Maschinen angebracht.

KAPITEL VIII — *Sicherheiten und Versicherungen*

Art. 26 - Die in Art. 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Sicherheitsleistung wird für jeden der Betriebe im Sinne des vorliegenden Erlasses stets gefordert. Deren Betrag wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 27 - Der Betreiber ist verpflichtet, einen Versicherungsvertrag für einen Betrag abzuschließen, der zureichend ist, um die zivilrechtliche Haftung zu decken, die sich aus den Tätigkeiten ergibt, für welche die Genehmigung beantragt wird. Der Mindestbetrag wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

KAPITEL VIII — *Wiederinstandsetzung am Ende der Betriebstätigkeit*

Art. 28 - Über die in Art. 60 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung angeführte Erklärung hinaus, muss die Abtretung der Genehmigung zuvor dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem Amt mitgeteilt werden.

Art. 29 - § 1 - Am Ende der Betriebstätigkeit werden die Abfälle in ordnungsgemäß genehmigte Anlagen gebracht.

§ 2 - Bei der endgültigen Außerbetriebsetzung lässt der Betreiber eine Studie zur Kennzeichnung der Qualität des Bodens und des Untergrunds durch einen zugelassenen Sachverständigen des Fachbereichs «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» durchführen, gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 über die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen, und dies auf der Grundlage einer Probeentnahme und von Analysen, die durch ein Labor durchgeführt werden, das auf dem Gebiet der Überwachung der Durchführung der Bestimmungen bezüglich der Abfälle anerkannt ist. Diese Studie betrifft die Festlegung der Bodenqualität, die Beachtung der anwendbaren Normen und gegebenenfalls die auszuführenden Sanierungsmaßnahmen.

Art. 30 - Die Behälter, die Produkte enthalten haben, die das Wasser verschmutzen könnten, werden entleert, gereinigt, entgast und gegebenenfalls dekontaminiert. Wenn möglich werden sie entfernt. Wenn es unmöglich ist, insbesondere im Falle von eingegrabenen Behältern, werden sie mit einem inerten Feststoff gefüllt und auf diese Weise unbrauchbar gemacht.

KAPITEL X — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung*Abschnitt 4 — *Betrieb*

Art. 31 - Vor der Inbetriebnahme des Betriebs informiert der Betreiber den technischen Beamten über den Entwurf eines Arbeitsplans. Der technische Beamte genehmigt diesen Entwurf innerhalb von dreißig Tagen ab dessen Eingang. Falls innerhalb dieser Frist kein Beschluss vorliegt, gilt der Arbeitsplan als genehmigt. Innerhalb von sechs Monaten nach der Inbetriebnahme des Betriebs muss der Betreiber über den endgültigen und genehmigten Arbeitsplan verfügen.

Art. 32 - Dieser Arbeitsplan umfasst:

1° die notwendigen Anweisungen, damit die gute Arbeitsweise des Betriebs jederzeit unter Einhaltung der Bestimmungen über die Abfälle und der vorliegenden Betriebsbedingungen gewährleistet werden kann;

2° die notwendigen Anweisungen, damit die Sauberkeit des Betriebs jederzeit gewährleistet werden kann;

3° die Anweisungen für das Personal bei Brand oder Unfällen;

4° die Organisation der Annahme der Lose von Abfällen;

5° die Organisation der Beseitigung der Abfälle.

Art. 33 - Eine wesentliche Änderung des Arbeitsplans wird nur dann erlaubt, wenn der technische Beamte im Voraus seine schriftliche Zustimmung gegeben hat.

Art. 34 - Der Arbeitsplan kann auf Anfrage desselben Beamten ergänzt bzw. geändert werden. Dieser Beschluss wird dem Betreiber schriftlich mitgeteilt.

Abschnitt 2 — *Register*

Art. 35 - Der Betreiber oder sein Beauftragter führt ein Register in der Form eines Buches mit durchlaufend nummerierten Blättern, oder gemäß jeglichem anderen, vom Amt genehmigten Verfahren. In diesem Register werden die ein- und ausgehenden sowie die abgelehnten Abfälle täglich eingetragen. Wählt der Betreiber eine EDV-gestützte Registerführung, so wird jeden Werktag der aktuelle Stand ausgedruckt. Dieser Ausdruck wird in ein durchlaufend nummeriertes Register klassifiziert.

Art. 36 - Dem besagten Register werden die gesamten Unterlagen, wie z.B. die Scheine betreffend die Verschüttung in ein technisches Vergrabungszentrum, die Aufnahme- und Beseitigungsbescheinigungen, beigelegt.

Art. 37 - Der Betreiber ist verpflichtet, dem Amt einen dreimonatlichen Bericht zu übermitteln über die in Tonnen berechneten Gesamtmengen der ein- und ausgehenden Abfälle, mit Angabe der entsprechenden Abfallkennzahl, einschließlich derjenigen, die für die Verwertung bestimmt sind.

Art. 38 - Das Register der Ein- und Ausgänge, dessen Beilagen sowie die in Artikel 20 erwähnten Verträge werden am Betriebssitz aufbewahrt. Diese Dokumente stehen dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ständig zur Verfügung und werden während mindestens fünf Jahren nach dem Ablauf der Betriebsgenehmigung oder dem vorzeitigen Ende der Betriebstätigkeit aufbewahrt.

Abschnitt 3 — Wasser

Art. 39 - Der Betreiber hält die Scheine bezüglich der Rücknahme, Behandlung bzw. Beseitigung der Abfälle aus der Wartung des Wassersammel- und klärsystems während mindestens drei Jahren am Betriebssitz zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

TITEL II — Anlage zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen und Anlage zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen*KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich*

Art. 40 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in den Rubriken 37.10.02 und 37.10.03 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angeführten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 41 - Für die Anwendung der vorliegenden Vorschriften gilt folgende Definition:

Zerlegung: Tätigkeit, die darin besteht, die verwertbaren Bestandteile, einschließlich der Ersatzteile, aus dem Altfahrzeug zwecks ihrer maximalen Wiederverwendung zu entfernen.

*KAPITEL II — Standort und Aufbau**Abschnitt 1 — Ausstattungen und Ausrüstungen*

Art. 42 - Der Betrieb verfügt jederzeit über die folgenden technischen Ausrüstungen:

1° eine Zone für die Ladung, Entladung und Kontrolle der Altfahrzeuge innerhalb des Betriebsgeländes mit einer geeichten Brückenwaage oder einem geeichten Wiegegerät, die bzw. das mit einem EDV-System versehen ist, das die Kontrolle in Echtzeit der Ein- und Ausgänge von Abfällen ermöglicht;

2° eine Zone, die für die ausschließliche Lagerung der nicht verschmutzten Fahrzeuge bestimmt ist;

3° ein Werkstatt für die Entschmutzung der Fahrzeuge und die Zerlegung der verschmutzten Fahrzeuge;

4° Lager, die dazu bestimmt sind, die gesamten Abfälle, die im nachstehenden Punkt 7° nicht erwähnt und je nach ihrer Natur geordnet werden, zu sammeln und insbesondere:

a) die verschiedenen, je nach ihrer Natur getrennten Flüssigkeiten;

b) die Gase aus dem Klimatisierungssystem;

c) die Schalldämpfer;

d) die pyrotechnischen Produkte (Airbags);

e) die Gasbehälter

5° eine Lagerzone für die Autowracks;

6° eine Lagerzone für die wiederverwertbaren Einzelteile;

7° eine Lagerzone für die ungefährlichen Abfälle;

8° eine Vernichtungsvorrichtung, entweder eine Schneidemaschine, oder eine Presse, oder eine Zerkleinerungsmaschine (Shredder), außer wenn der Betrieb über einen Vernichtungsvertrag mit einem Unternehmen verfügt, das ein Vernichtungsgerät besitzt, das sich auf einem angrenzenden Gelände befindet, für welches eine für diese Tätigkeit gültige Umweltgenehmigung vorhanden ist.

In diesem Vertrag wird insbesondere das Folgende bestimmt:

a) "die Aussetzung oder die Kündigung des Vertrags wird erst wirksam nach dem Ablauf einer Frist von drei Monaten ab dem Datum, an dem die Aussetzung oder die Kündigung dem Amt mitgeteilt wird";

b) "der Betreiber der Vernichtungsanlage sorgt dafür, dass jede auf dem Fahrgestell erscheinende Identifizierungsnummer völlig zerstört wird, so dass jegliche Wiederverwendung ausgeschlossen wird. » .

Eine gleichlautend genehmigte Abschrift dieses Vertrags wird dem Amt am Tage der Inbetriebsetzung der Anlage mitgeteilt.

9° notwendige Transportmittel müssen vorhanden sein, um den internen Transport von Altfahrzeugen oder insbesondere von Lagerbehältern vorzunehmen.

Art. 43 - § 1 - Die Zonen für die Annahme und die Lagerung der nicht verschmutzten Fahrzeuge sowie die Zonen für die Demontage und die Behandlung werden derart eingerichtet, dass jedes Eindringen in den Boden der verschiedenen Flüssigkeiten und der kleinen verschmutzten Teile aus der Demontage, die den Boden oder den Untergrund verseuchen könnten, verhindert werden.

§ 2 - Die Zonen für die Lagerung der verschmutzten Altfahrzeuge werden mit einem festen Belag aus Beton oder einem bitumösen Belag vorgesehen.

*KAPITEL III — Betrieb**Abschnitt I — Allgemeines*

Art. 44 - In diesen Anlagen werden nur die Altfahrzeuge im Sinne der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten zugelassen.

Art. 45 - Die nicht verschmutzten Altfahrzeuge dürfen nicht aufgeschichtet werden und nicht auf der Flanke oder auf dem Dach gelagert werden.

Art. 46 - Die Tätigkeiten zur Annahme, Entschmutzung, Zerlegung und Lagerung der Altfahrzeuge unterliegen der Aufsicht einer qualifizierten Person, die über ein Diplom verfügt, das eine Ausbildung oder eine für eine solche Tätigkeit genügende Erfahrung rechtfertigen kann. Diese Person wird ausdrücklich vom Betreiber bezeichnet. Letzterer ist verpflichtet, vor dem Anfang des Betriebstätigkeit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten, dem technischen Beamten sowie dem Amt die Identität dieser verantwortlichen Person schriftlich mitzuteilen sowie eine gleichlautend genehmigte Abschrift seines Diploms zu übermitteln. Das Amt bestätigt den Empfang davon und erteilt der besagten verantwortlichen Person eine Identifizierungsnummer des Betriebs.

Art. 47 - Altfahrzeuge dürfen weder auf öffentlicher Straße geparkt, noch weniger als 5 Meter von dieser abgestellt werden, falls sie sich im Freien befinden. Diese Bestimmung findet keine Anwendung falls die Altfahrzeuge durch eine solide und ununterbrochene Schutzwand von der öffentlichen Straße getrennt werden.

Art. 48 - Die Einrichtung der Örtlichkeiten wird so ausgeführt, dass die ein- bzw. ausfahrenden Fahrzeuge unbedingt über die Brückenwaage, die während der Öffnungszeiten in kontinuierlichem Betriebszustand gehalten wird, fahren müssen.

Abschnitt 2 — Kriterien und Verfahren für die Aufnahme der Altfahrzeuge

Art. 49 - Die Überprüfung der Konformität der Altfahrzeuge unter Zugrundelegung der Spezifität des Betriebs obliegt dem Betreiber. Jede Ladung, die in den Betrieb gelangt, muss - zumindest visuell - überprüft werden.

Art. 50 - Sobald ein Altfahrzeug im Betrieb zugelassen wird, werden seine Eigenschaften und seine Herkunft kodiert.

Die Zulassung eines Altfahrzeugs im Betrieb führt sofort zu der Erteilung durch den Betreiber einer Lagerbescheinigung an den Halter, welche mindestens die Marke und die Klasse des Fahrzeugs angibt.

Später und innerhalb einer Frist von höchstens 45 Tagen führt sie zu der Erteilung eines "Verwertungsnachweises" an den Halter und an den letzten Eigentümer des Fahrzeugs.

In Ermangelung eines vom Amt ausgestellten Musters gibt der besagte Nachweis die Angaben an, durch die Entscheidung der Kommission 2002/151/EG vom 19. Februar 2002 über Mindestanforderungen für den Verwertungsnachweis vorgesehen werden.

Art. 51 - Wenn es zugelassen worden ist, wird das Altfahrzeug in einer zu diesem Zweck bestimmten Zone vorläufig gelagert. Diese Lagerung darf 30 Tage, außer dem Jahresurlaub, nicht überschreiten.

Art. 52 - Vor jedem Zerlegungsvorgang wird das im Betrieb zugelassene Altfahrzeug zwangsläufig entschmutzt.

Abschnitt 3 — Kriterien für die Entschmutzung und die Zerlegung

Art. 53 - Der Betrieb ist so ausgestattet, dass mindestens folgende Vorgänge ermöglicht werden:

1° Entfernung von Batterien und Flüssiggastanks;

2° Entfernung oder Neutralisierung potentiell explosionsfähiger Bauteile (z. B. Airbags);

3° Entfernung sowie getrennte Sammlung und Lagerung von Kraftstoff, Motoröl, Kraftübertragungsflüssigkeit, Getriebeöl, Hydrauliköl, Kühlflüssigkeit, Frostschutzmittel, Bremsflüssigkeit und Flüssigkeiten aus Klimaanlage sowie anderen in den Altfahrzeugen enthaltenen Flüssigkeiten, es sei denn, sie sind für die Wiederverwendung der betreffenden Teile erforderlich.

4° Entfernung aller Bauteile, die nachweislich Quecksilber enthalten.

Art. 54 - In den Sonderbedingungen wird die Höchstmenge der auf dem Gelände gelagerten Abfälle, die aus der Entschmutzung stammen, festgelegt.

Art. 55 - § 1 - Die Lagerung ist so durchzuführen, dass die Bauteile, die Flüssigkeiten enthalten, die verwertbaren Bauteile und die Ersatzteile nicht beschädigt werden.

§ 2 - Der Betreiber verfügt mindestens über geeignete Behälter für die Lagerung von Batterien, Filtern und PCB/PCT-haltigen Kondensatoren.

§ 3 - Der Betreiber verfügt über geeignete überdeckte Anlagen für die Lagerung von demontierten Ersatzteilen einschließlich der Lagerung von ölverschmutzten Ersatzteilen auf undurchlässigen Oberflächen.

Der Lagerraum hat einen festen und undurchlässigen Belag und ist an das Kanalisationsnetz zum ölabscheidenden Absetzbecken angeschlossen.

§ 4. Der durchschnittliche Zerlegungsgrad, der erreicht wird, die benutzten Methoden, ihr Vergleich mit den besten verfügbaren Techniken, der für das Jahr vorgesehene Investierungsplan und die Bilanz der durchgeführten Leistungen im Verhältnis zum Investierungsplan des vorherigen Jahres bilden den Gegenstand eines Berichts, der spätestens am 10. Februar dem Amt übermittelt wird.

Schon ab dem zweiten Jahr werden die gesamten im Betrieb im Verhältnis zum vorherigen Jahr angebrachten Abänderungen darin angegeben. Eine Abschrift der finanziellen Bilanz des letzten Rechnungsjahres und der Bericht des Auditors der unabhängigen Zertifizierungsstelle, die über eine "EN 45004" Akkreditation verfügt, werden beigefügt.

§ 5. Sofort nach dem Anfang der Betriebstätigkeit werden die Zerlegung und die Entschmutzung gemäß Artikel 86 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 über die Abfälle im Hinblick auf die Einführung einer Rücknahmepflicht bestimmter Güter oder Abfälle vorgenommen.

Der Vorgang bezieht sich ebenfalls auf die pyrotechnischen Elemente (Airbags,).

Die Flüssigkeiten und anderen Stoffe, die bei der Zerlegung anfallen, werden ausschließlich in abgetrennten Kammern und/oder soliden Behältern gelagert, deren Herstellungsmaterialien den Eigenschaften der dazu bestimmten Flüssigkeiten und sonstigen Produkte angepasst sind. Die abgetrennten Kammern sind derart hergerichtet und die Behälter derart aufgestellt, dass jegliche Gefahr von unfallbedingtem Ausfließen oder sonstiger Verseuchung vermieden wird.

Außerdem gibt es Anlass, die pyrotechnischen Teile der Airbags, die Gürtel und die anderen gefährlichen Bauteile zu neutralisieren und zu beseitigen.

Ebenfalls gibt es Anlass, die gesamten Bauteile, die nachweislich Quecksilber enthalten, wenn möglich zu entfernen.

Art. 56 - In den Sonderbedingungen werden die Anzahl der entschlutzten Altfahrzeuge, die Stapelhöhe, die Sonderbedingungen für die Lagerung von Karosserien, für die gegebenenfalls eine sekundäre Demontage vorgenommen werden kann, und die besonderen Auflagen für die Lagerung der nicht explodierten pyrotechnischen Teile festgelegt.

Art. 57 - § 1 - Kein im Betrieb zugelassenes Altfahrzeug kann den Betrieb verlassen, ohne entschlutzt zu werden. Nur die Vernichtung des Fahrgestells kann außerbetrieblich durchgeführt werden, wenn der Betreiber nicht über eine Vernichtungsanlage verfügt, jedoch einen Vernichtungsvertrag mit einem Unternehmen abgeschlossen hat, das über ein Vernichtungsgerät verfügt und wenn dieses in einem angrenzenden Gelände gelegen ist.

§ 2 - Die auf dem Fahrgestell erscheinenden Identifizierungsnummern werden völlig zerstört, so dass jegliche Wiederverwendung ausgeschlossen ist. Diese Bestimmung ist nicht anwendbar auf die Fahrgestelle, die dazu bestimmt sind, vor ihrem Weitertransport außerhalb der zugelassenen Anlage zerkleinert zu werden.

Abschnitt 4 — Bedingungen bezüglich des Betreibers und der Zertifizierung

Unterabschnitt 1 — Bedingungen bezüglich des Betreibers

Art. 58 - Der Betreiber des Geländes muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° wenn es sich um eine natürliche Person handelt:

a) im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

b) nicht rechtskräftig und mit noch im Laufe der letzten fünf Jahre vor dem Antrag dauernden Wirkung verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen die Bestimmungen über die Ordnung für gefährliche, gesundheitsschädliche oder lästige Betriebe, über die Abfälle und die Veranlagung der Abfälle oder gegen jegliche gleichwertige Gesetzgebung eines anderen Mitgliedsstaates der Europäischen Gemeinschaft;

2° wenn es sich um eine juristische Person, die als Handelsgesellschaft gegründet ist, handelt,

a) gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Landes aus dem Europäischen Wirtschaftsraum gegründet worden sein und ihre Gesellschaftssitz oder Betriebssitz in Belgien, in einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Gemeinschaft oder in einem Land aus dem Europäischen Wirtschaftsraum haben;

b) unter seinen Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft verantwortlich zeichnen können, nur Personen zählen, die die unter Punkt 1° a) und b) angeführten Bedingungen erfüllen;

3° wenn es sich um eine juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die nicht als Handelsgesellschaft gegründet ist, handelt:

— unter seinen Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft verantwortlich zeichnen können, nur Personen zählen, die die unter Punkt 1° a) und b) angeführten Bedingungen erfüllen.

Art. 59 - Der Betreiber bietet dem gesamten auf dem Gelände beschäftigten Personal eine angepasste Ausbildung im Rahmen seines Betriebs an. Diese Ausbildung bezieht sich auf das Folgende:

1° die Bestimmungen, die in Sachen Umweltgenehmigung und Abfallbewirtschaftung anwendbar sind;

2° die Techniken für die Erkennung und die Bewirtschaftung der Abfälle;

3° die Bestimmungen in Sachen interne und externe Sicherheit;

4° die umweltbezogenen Probleme, die mit der Geschäftsführung des Betriebs verbunden sind.

Der Betreiber erstellt und ergänzt regelmäßig ein Verzeichnis, das die Liste der Personalmitglieder, die diese Ausbildung abgelegt haben, angibt. Dieses Verzeichnis wird vor Ort aufbewahrt.

Unterabschnitt 2 — Bedingungen bezüglich der Zertifizierung

Art. 60 - § 1 - Wenigstens eine Kontrolle der zugelassenen Anlage wird jährlich durch eine unabhängige "EN 45004" akkreditierte Zertifizierungsstelle ausgeführt. Der Betreiber ist außerdem verpflichtet, die regelmäßige Inspektion seiner Anlagen durch die besagte unabhängige Zertifizierungsstelle anzunehmen.

§ 2 - Ein Jahresbericht über die Kontrolle der zugelassenen Anlage wird durch die unabhängige Zertifizierungsstelle erstellt.

§ 3 - Im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 über die Abfälle im Hinblick auf die Einführung einer Rücknahmepflicht bestimmter Güter oder Abfälle sorgt der Betreiber für eine wirkungsvolle Bewirtschaftung des Abfallflusses. Die administrative Geschäftsführung der Anlage ermöglicht es, dem Amt jederzeit und auf einfachen Antrag eine aktualisierte Liste zur Verfügung zu stellen, in der die folgenden Angaben bezüglich des Flusses der in Gewicht (in Kg) und Anzahl ausgedrückten Eingänge und Ausgänge angegeben werden. Diese Angaben werden außerdem jährlich vor dem 31. März dem Amt nach einem EDV-gestützten Verfahren mitgeteilt:

1° Liste der eingegangenen Altfahrzeuge mit ihrer Anzahl, ihrem Gesamtgewicht pro Kategorie M1 oder N1, Fahrzeuge mit drei Rädern und andere Arten von Fahrzeugen;

2° Liste der ausgegangenen Altfahrzeuge mit ihrer Anzahl, ihrem Gesamtgewicht pro Kategorie M1 oder N1, Fahrzeuge mit drei Rädern und andere Arten von Fahrzeugen;

3° Liste der wegtransportierten Abfälle, ihr Gesamtgewicht und ihre Zweckbestimmung: Wiederverwendung, Recycling, Behandlung in einer genehmigten Anlage mit Energierückgewinnung, Verbrennung in einer ordnungsgemäß genehmigten Anlage oder Ablagerung in einem technischen Vergrabungszentrum;

4° Liste der Betriebe, in denen die wegtransportierten Abfälle angenommen worden sind und die gescannte Abschrift der durch die besagten Betriebe ausgestellten Annahmebescheinigungen.

§ 4. Auf Antrag einer Koordinierungsinstanz, die in Artikel 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 über die Abfälle im Hinblick auf die Einführung einer Rücknahmepflicht bestimmter Güter oder Abfälle erwähnt ist und die von den Betreibern oder deren repräsentativen Berufsvereinigungen gegründet werden kann, übermittelt jeder Betreiber die Informationen, die für die ständige Kontrolle der Altfahrzeuge notwendig sind und insbesondere den Status jedes Fahrzeugs im Verhältnis zum belgischen offiziellen Verzeichnis hinsichtlich der Zulassung von Fahrzeugen und Anhängern.

Die Angaben werden über ein vereinheitlichtes EDV-geschütztes System in Verbindung mit der zentralen Datenbank der im vorliegenden Absatz erwähnten Koordinierungsinstanz zur Verfügung gestellt, nach einem Verfahren und unter Beachtung einer Periodizität, die von der besagten Stelle bestimmt werden.

Art. 61 - Der Betreiber übermittelt dem Amt vor dem 10. Februar eines jeden Jahres per Einschreibebrief den Kontrollbericht, die von der unabhängigen Zertifizierungsstelle für das abgelaufene Jahr erstellt worden ist.

Abschnitt 5 — Register

Art. 62 - Im in Artikel 35 erwähnten Register werden die folgenden Informationen schriftlich angegeben:

1° für die Eingänge:

- a) die laufende Nummer des Eingangs jedes Loses von Abfällen;
- b) das Datum des Eingangs;
- c) die Bezeichnung und die Codennummer des Abfalls;
- d) die Koordinaten des letzten Eigentümers jedes Altfahrzeugs und seine letzte Zulassungsnummer;
- e) die Koordinaten der Person, die das (die) Altfahrzeug(e) abgegeben hat;
- f) das Nettogewicht des Loses und die Nummer des Wiegescheins.

2. für die Ausgänge:

- a) die laufende Nummer für den Abtransport jedes Loses von Abfällen;
- b) das Datum des Abtransports;
- c) der Typ und die Natur der Abfälle;
- d) die Bezeichnung und die Codennummer des Abfalls;
- e) die jeweiligen Koordinaten des Transportunternehmers und des Empfängers;
- f) die Zulassungsnummer des Transportfahrzeugs, das den Betrieb verlässt;
- g) das Nettogewicht des Loses und die Nummer des Wiegescheins.

3° die Angabe der Ablehnung.

Abschnitt 6 — Begrenzungen

Art. 63 - Die Gesamtmenge und/oder das Gesamtvolumen der Altfahrzeuge, die sich auf dem für die Zerlegung bestimmten Teil des Geländes befinden, wird/werden in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 64 - Die Höchstmenge von Altölen, die im Betrieb gelagert werden, wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 65 - Die Höchstmenge von Altlösungsmitteln, die im Betrieb gelagert werden, wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 66 - Die Höchstmenge von Kraftstoffrückständen, die im Betrieb gelagert werden, wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 67 - Die Ölfilter werden in feuerbeständigen Behältern, die zu diesem Zweck bestimmt und klar gekennzeichnet werden, aufbewahrt. Die Höchstanzahl von Behältern wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 68 - Die Batterien werden in säurebeständigen Behältern aufbewahrt. Die Höchstanzahl von Behältern wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 69 - Die Feuerlöscher werden in einem Behälter aus PVC oder einem gleichwertigen Stoff aufbewahrt. Die Höchstanzahl von Behältern wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 70 - Die Flüssiggasflaschen werden in explosions sicheren Behältern aufbewahrt. Die Höchstanzahl von Behältern wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 71 - Die Kühl-, Scheibenwasch- und Bremsflüssigkeiten werden in dichten Tanks gelagert. Die Kapazität der Tanks wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 72 - Die Stoßdämpfer, die Bremsen, die Katalysatoren und die Federkugeln werden in Behältern gelagert. Die Kapazität der Behälter wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 73 - Das Höchstvolumen des Lagers von abmontierten, aus dem Fahrzeug entnommenen Reifen wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 74 - Die verschiedenen Behälter werden durch einen zugelassenen Operator innerhalb von 48 Stunden nach ihrer Auffüllung entsorgt. Die Tanks werden ebenfalls innerhalb von 48 Stunden nach ihrer Auffüllung entleert.

Art. 75 - Die wiederverwertbaren Teile werden an einem abgedeckten Ort gelagert und auf Regalen aufbewahrt.

Art. 76 - Die Lagerung der zerlegten, zum Transport bestimmten Karosserien ist von den anderen Standorten, wo Karosserien gelagert werden, deutlich getrennt und der Öffentlichkeit nicht zugänglich.

Art. 77 - Vor jedem Transport zu den Zerkleinerungsanlagen werden die Autowracks nach ihrer Demontage sowie die voluminösen Teile unbenutzbar gemacht, entweder durch Verpressen mit Hilfe einer hydraulischen Presse, oder durch Schneiden mit Hilfe einer hydraulischen Schere, oder durch Zerkleinerung mit Hilfe eines Zerkleinerers (Schredder), mit Ausnahme der Fahrzeuge, die einer an das Gelände angrenzenden Anlage zur Vernichtung der Altfahrzeuge und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle zugeführt werden.

TITEL III — Anlage zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Art. 78 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in den Rubriken 37.10.04 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angeführten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

KAPITEL II — Standort und Aufbau

Art. 79 - Der Betrieb ist mit einer Brückenwaage mit Messdatenspeicherung ausgestattet.

KAPITEL III — Betrieb

Abschnitt 1 — Auf dem Gelände zugelassene Abfälle

Art. 80 - Nur das Folgende wird in der Anlage zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung von eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metallen zugelassen:

- 1° die ausgedienten Fahrzeuge, die als nicht gefährliche Abfälle betrachtet werden;
- 2° die aus Fahrzeugen ausgebauten Katalysatoren, die Edelmetalle enthalten und die anderen aus Fahrzeugen ausgebauten Katalysatoren;
- 3° die Geräte, die Fluorchlorkohlenwasserstoffe enthalten;
- 4° der Sperrmüll, der elektronische Sperrmüll, der elektrische Sperrmüll, wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 2002 erwähnt sind;
- 5° die eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle.

Abschnitt 2 — Ausstattung und Ausrüstung

Art. 81 - Die Abfälle werden zwangsläufig an den Lagerorten, die ausschließlich dazu bestimmt sind, gelagert.

Art. 82 - Die gelagerten Altfahrzeuge enthalten nicht mehr die folgenden Bestandteile:

- die Batterien;
- die Motorölfilter;
- die Treibstoffe (bleihaltiges Benzin, bleifreies Benzin, Diesel, Flüssiggas);
- die Motoren-, Getriebe-, Differentialöle;
- die Öle aus dem Lenkungs- und Servolenkungssystem;
- Stoßdämpferöle/Hydrauliköle aus dem Radaufhängungssystem;
- die Brems-, Scheibenwasch-, Kühlerflüssigkeiten, die Kühlflüssigkeiten der Klimaanlage;
- die Airbags.

Art. 83 - Die Anlage enthält besonders ausgestatteten und voneinander getrennten Zonen für:

- 1° die eisenhaltigen Metalle;
- 2° die nicht eisenhaltigen Metalle;
- 3° die sonstigen Abfälle.

Abschnitt 3 — Kriterien und Verfahren für die Zulassung der Abfälle

Art. 84 - Die in Artikel 79 erwähnte Brückenwaage ist mit einer automatischen Messdatenspeicherung und mit EDV-Ausrüstungen oder mit jeglicher anderen vom Amt genehmigten Technik ausgestattet, damit die Kontrolle in Echtzeit der Eingänge und der Ausgänge der Abfälle ermöglicht wird.

Art. 85 - Die Eichung der Brückenwaage wird durch eine akkreditierte Zertifizierungs- und Prüfstelle kontrolliert.

Art. 86 - Die Örtlichkeiten sind so zu gestalten, dass die einfahrenden Fahrzeuge zwangsläufig über die Brückenwaage, die während der Öffnungszeiten ständig im Betrieb bleibt, fahren.

Abschnitt 4 — Register

Art. 87 - In dem in Artikel 35 erwähnten Register stehen folgende Angaben:

1° für die Eingänge:

- a) die laufende Nummer des Eingangs jedes Loses von Abfällen;
- b) das Datum des Eingangs;
- c) die Bezeichnung und die Codennummer des Abfalls;
- d) die Koordinaten des letzten Eigentümers jedes Altfahrzeugs und seine letzte Zulassungsnummer;
- e) die Koordinaten der Person, die das (die) Altfahrzeug(e) abgegeben hat;
- f) das Nettogewicht des Loses und die Nummer des Wiegescheins.

2. für die Ausgänge:

- a) die laufende Nummer für den Abtransport jedes Loses von Abfällen;
- b) das Datum des Abtransports;
- c) der Typ und die Natur der Abfälle;
- d) die Bezeichnung und die Codennummer des Abfalls;
- e) die jeweiligen Koordinaten des Transportunternehmers und des Empfängers;
- f) die Zulassungsnummer des Transportfahrzeugs, das den Betrieb verlässt;
- g) das Nettogewicht des Loses und die Nummer des Wiegescheins.

3° die Angabe der Ablehnung.

Abschnitt 5 — Begrenzungen

Art. 88 - Die Menge und/oder das Volumen von eisenhaltigen Metallen, Rückständen von eisenhaltigen Metallen und von jeglichem anderen Abfall, einschließlich des Sperrmülls im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 2002, und der sonstigen auf dem Gelände abgelagerten ausgedienten Ausrüstungen wird/werden in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 89 - Die Menge und/oder das Volumen von nicht eisenhaltigen Metallen, Rückständen von nicht eisenhaltigen Metallen und von jeglichem anderen größtenteils nicht eisenhaltigen Abfall auf dem Gelände wird/werden in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 90 - Die Menge und/oder das Volumen von zu beseitigenden Abfällen, von Sortierungs- und Behandlungsrückständen, einschließlich der schweren und leichten Zerkleinerungsrückstände wird/werden in den Sonderbedingungen genau festgelegt.

Abschnitt 6 — Kriterien und Verfahren für die Beseitigung der Abfälle

Art. 91 - Die Örtlichkeiten sind so zu gestalten, dass die Fahrzeuge, die die eisenhaltigen Metalle und nicht eisenhaltigen Metalle sowie die zu behandelnden und zu beseitigenden Sortierungsrückstände aus dem Betrieb transportieren, zwangsläufig über die Brückenwaage fahren.

TITEL IV — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 92 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 1997 zur Regelung der Ansiedlung und des Betriebs der Lagerplätze und Sortieranlagen für Altmetalle und ausgediente Fahrzeuge wird, was die bestehenden Betriebe betrifft, 12 Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, und was die anderen Betriebe betrifft, am Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses aufgehoben.

Art. 93 - Der vorliegende Erlass tritt einen Monat nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. In Abweichung vom vorstehenden Absatz tritt der vorliegende Erlass, was die bestehenden Betriebe betrifft, ein Jahr nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 94 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Februar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 1009

[C — 2003/27138]

27 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de verzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de verzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7 en 8;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 oktober 2002 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.306/4, gegeven op 18 december 2002, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — Voorwerp, toepassingsgebied en begripsomschrijvingen**

Artikel 1. Bij dit besluit wordt de richtlijn 2000/53/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 18 september 2000 betreffende de afgedankte voertuigen gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties en activiteiten bedoeld in de rubrieken 37.10.01, 37.10.02, 37.10.03 en 37.10.04 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1^o Dienst : de leidende ambtenaar van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) of diens afgevaardigde;

2^o afgedankt voertuig : afgedankt voertuig zoals bepaald in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

3^o technische ambtenaar : de ambtenaar omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 4. De vestiging wordt over zijn gehele omtrek beschermd door een afgerasterde omheining die minstens twee meter hoog is, om op doeltreffende wijze te verhinderen dat personen noch voertuigen er zich buiten de openingsuren toegang toe kunnen verschaffen.

Andere materiële middelen, die vast van aard en blijvend geplaatst zijn, kunnen enkel worden gebruikt voorzover de beschermingsgraad die zij waarborgen minstens even groot is.

Art. 5. Toe- en uitgang van de vestiging zijn van stevige poorten voorzien, die met een doeltreffende vergrendeling uitgerust zijn. Die poorten mogen enkel open blijven wanneer de uitbater of diens vertegenwoordiger aanwezig zijn.

Art. 6. De wegen waarop de voertuigen binnen de vestiging rijden en de privé-toegangswegen ervan zijn voorzien van een gemakkelijk onderhoudbare wegbedekking.

Art. 7. De voertuigen die de installatie verlaten, mogen de openbare weg niet abnormaal vervuilen. Uitrustingen zoals voor het schoonmaken van de wielen van de voertuigen zijn, voor het geval dat ze nodig zijn, op een waterdichte oppervlakte aangebracht.

Art. 8. De opslag- en werkruimten worden ingericht om te verhinderen dat verschillende vloeistoffen en andere daarbij horende producten die de grond en de ondergrond zouden kunnen verontreinigen, in de grond dringen. Grond en ondergrond zijn scheikundig inert tegenover die vloeibare verontreinigende stoffen en worden in een goede staat van onderhoud gehouden.

Art. 9. De grondbedekking wordt lichtjes hellend aangelegd, zodat afvloeiend hemelwater en schoonmaakwater afgevoerd kunnen worden.

Art. 10. Dat water wordt naar een inzamel- en draineringssysteem afgevoerd dat op dusdanige wijze ontworpen en opgebouwd is dat :

1° het terugwinnen van het water vergemakkelijkt wordt;

2° het afvloeien ervan over de buitenkant van bovenbedoelde ruimten voorkomen wordt;

3° het water ofwel via een decanteer- en ontlietoestel, waarvan het afvloeisel de voorschriften van hoofdstuk V naleeft, stroomt; ofwel naar een dubbelwandige, waterdichte opslagtank afgeleid wordt die over een voldoende inhoud beschikt en die regelmatig leeggepompt wordt door een onderneming die als inzamelaar en vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen erkend is.

Art. 11. In aanvulling op de voorschriften van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is het bord, met een oppervlakte van minstens 1 m², goed zicht- en leesbaar vanaf de straat. Op het bord worden de inlichtingen met betrekking tot de gewone openingsuren voor het inleveren van de afvalstoffen vermeld.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1.— Algemene bepalingen

Art. 12. De uitbater treft alle dienstige maatregelen om de verspreiding van ongedierte zoals knaagdieren, insecten, vogels te voorkomen. De ambtenaar belast met de bewaking kan, in voorkomend geval, de opdracht geven om het ongedierte uit te roeien.

Art. 13. De vernietiging van afvalstoffen door verbranding is verboden.

Art. 14. De uitbater waakt erover dat de afvalstoffen vanaf de straatkant niet zichtbaar zijn.

De beschikkingen om de visuele hinder te beperken worden in de bijzondere voorwaarden voorgeschreven.

Art. 15. De afgedankte voertuigen en de versleten metalen dienen niet hoger opgestapeld te worden dan wat verenigbaar is met de zorgvuldige inrichting en het architectonisch karakter van de plaats waar de vestiging zich bevindt. Indien er geen bijzondere voorwaarden bestaan, is die hoogte lager dan drie meter wanneer de opslagplaats zich in de open lucht bevindt. Op de oppervlakte van een onderneming die als hoofdbedrijvigheid de recuperatie van metaalhoudende en niet-metaalhoudende samenstellende grondstoffen heeft met het oog op recyclage, valorisering of wegwerking ervan, mag men tot op een hoogte van zes meter opstapelen. In geen enkel geval mogen de opgestapelde afgedankte voertuigen en versleten metalen hoger uitkomen dan het zichtscherm, behalve in het hoger bedoelde geval, waar de stapelhoogte zes meter mag bereiken.

Art. 16. De activiteiten inzake de afvalstoffen worden onder het gezag van één persoon geplaatst die uitdrukkelijk door de uitbater aangewezen wordt als die persoon niet de uitbater is. Laatstgenoemde dient in dat geval de identiteit van die verantwoordelijke schriftelijk mede te delen aan de technische ambtenaar, evenals aan de Dienst, en vóór inbedrijfname.

Art. 17. In de bijzondere voorwaarden wordt de maximumcapaciteit inzake opslag en behandeling door de vestiging bepaald, rekening houdend met de dienstoppervlakte en de technische middelen.

Afdeling 2. — Criteria en procedures voor het inleveren van de afvalstoffen

Art. 18. Het inleveren en lossen van de afvalstoffen zijn enkel toegelaten in aanwezigheid en onder de bewaking van een aangestelde, die door de verantwoordelijke persoon bedoeld in artikel 16 aangewezen wordt en die permanent over een exemplaar van de toelatingsakte en van het werkplan bedoeld in artikel 32 beschikt.

Afdeling 3. — Controle en weigeringsprocedure

Art. 19. De uitbater is verantwoordelijk voor de controle over de overeenstemming van het afgedankte voertuig met het specifiek karakter van de vestiging.

Elke binnenkomende lading wordt minstens visueel gecontroleerd.

Indien er afvalstoffen geweigerd worden, noteert de uitbater chassisnummer, identiteit van de vervoerder van het voertuig en diens bestemming.

Afdeling 4. — Criteria en procedures voor het afvoeren van de afvalstoffen

Art. 20. Alle contracten en overeenkomsten die de uitbater met firma's of instanties heeft afgesloten die met de afvoer, de uitvoer en/of de behandeling, de valorisering of de wegwerking van de afvalstoffen worden belast, vermelden uitdrukkelijk de installaties waar zij uiteindelijk weggewerkt of gevaloriseerd zullen worden. Onder vermelden ervan wordt verplicht verstaan :

de adresgegevens van die installaties of vestigingen;

alle dienstige inlichtingen waarmee aangetoond wordt dat hun exploitatie gedekt wordt door de vereiste toelatingen en dat zij regelmatig gemachtigd zijn om de bedoelde afvalstoffen op te vangen.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 21. Vóór uitvoering van het ontwerp en bij elke wijziging van de plaats en/of van de bedrijfsvoorwaarden die het brand- en het brandverspreidingsrisico zouden kunnen wijzigen, wint de uitbater het advies in van de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de uitrustingen die inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding aangebracht dienen te worden, met naleving van de bescherming van publiek en milieu.

Art. 22. Het brandbestrijdingsmaterieel is in goede staat van werking, en beschermd tegen vriesweer, door symbolen aangegeven, toegankelijk en over de vestiging verspreid.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de uitbater waakt over de kwaliteit van de brandblusproducten.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 23. De voorwaarden voor het lozen van industrieel afvalwater in het oppervlaktewater worden in de bijzondere voorwaarden vastgesteld. Het lozen van industrieel afvalwater in het ondergronds water is verboden.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 24. De containers of voertuigen die de al dan niet valoriseerbare afvalstoffen afvoeren, zijn met zeilen of netten uitgerust om te voorkomen dat stofdeeltjes tijdens het vervoer vrijkomen dan wel wegvliegen.

HOOFDSTUK VII. — *Geluid*

Art. 25. De noodzakelijke voorzorgsmaatregelen dienen te worden getroffen om te voorkomen dat de trillingen die zouden kunnen ontstaan naar aanleiding van de behandeling van de afgedankte voertuigen de stabiliteit van de bouwwerken schade zou toebrengen. Indien nodig worden er tussen de bodem en de bodemplaat waarop de machines geplaatst zijn, aangepaste schokdempers geplaatst.

HOOFDSTUK VIII. — *Zekerheden en verzekeringen*

Art. 26. De zekerheid bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is steeds vereist voor elke vestiging bedoeld in dit besluit. Het bedrag ervan wordt in de bijzondere voorwaarden vastgesteld.

Art. 27. De uitbater is ertoe verplicht een verzekeringscontract af te sluiten met een voldoende bedrag om de burgerlijke aansprakelijkheid voortvloeiende uit de activiteiten waarvoor de toelating wordt aangevraagd, te dekken. Het minimumbedrag wordt in de bijzondere voorwaarden vastgesteld.

HOOFDSTUK IX. — *Beëindiging en herstel na beëindiging van de exploitatie*

Art. 28. Naast de kennisgeving bepaald bij artikel 60 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning dient het beëindigen van de toelatingsakte vooraf aan de ambtenaar belast met de bewaking en aan de Dienst te worden medegedeeld.

Art. 29. § 1. Bij het beëindigen van de exploitatie worden de afgedankte voertuigen afgevoerd naar behoorlijk toegelaten installaties.

§ 2. Bij beëindiging van de bedrijvigheid laat de uitbater een indicatief onderzoek naar de kwaliteit van de bodem door een deskundige verwezenlijken die erkend is in het vak « bodem- en ondergrondverontreiniging » overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 betreffende de vestiging en de uitbating van benzinestations op grond van een monsterneming en analyses die door een erkend laboratorium inzake de bewaking van uitvoering van de bepalingen in verband met de afvalstoffen worden uitgevoerd. Door dat onderzoek worden de kwaliteit van de bodem, de naleving van de toe te passen normen en, in voorkomend geval, de te verwezenlijken saneringsmaatregelen bepaald.

Art. 30. De tanks die producten hebben bevat die het water zouden kunnen verontreinigen, worden leeggemaakt, schoongespoeld en, in voorkomend geval, ontsmet. Indien mogelijk worden ze weggenomen. Indien dat onmogelijk is, meer bepaald bij ingegraven tanks, worden ze onbruikbaar gemaakt door ze op te vullen met vaste inerte materialen.

HOOFDSTUK IX. — *Controle, zelfcontrole en bewaking**Afdeling 1. — Exploitatie*

Art. 31. Vóór aanvang van de bedrijvigheid van de vestiging brengt de uitbater het ontwerp van een werkplan ter kennis van de technische ambtenaar. De technische ambtenaar keurt het ontwerp-plan goed binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het ontwerp. Indien er geen beslissing getroffen is binnen die termijn, wordt het werkplan geacht goedgekeurd te zijn. Binnen de zes maanden na het opstarten van de bedrijvigheid van de vestiging is de uitbater ertoe verplicht over het definitief goedgekeurde werkplan te beschikken.

Art. 32. In dat werkplan zijn opgenomen :

1° de instructies die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de vestiging, in alle omstandigheden, met naleving van de bepalingen inzake afvalstoffen evenals van deze exploitatievoorwaarden;

2° de instructies die noodzakelijk zijn voor het permanent rein houden van de vestiging;

3° de instructies voor het personeel bij brand of ongeluk;

4° de organisatie inzake de inlevering van de partijen afvalstoffen;

5° de organisatie inzake de afvoering van de afvalstoffen.

Art. 33. Elke wezenlijke wijziging van het werkplan is enkel toegelaten mits voorafgaandelijke instemming van de technische ambtenaar.

Art. 34. Het werkplan kan worden aangevuld en gewijzigd op verzoek van dezelfde ambtenaar. Die beslissing wordt schriftelijk aan de uitbater medegedeeld.

Afdeling 2. — Register

Art. 35. De uitbater of diens vertegenwoordiger houdt een register bij in de vorm van een boek met doorlopend genummerde bladzijden, of volgens elke andere methode die door de Dienst is goedgekeurd, en waarin dagelijks de binnenkomende en uitgaande afvalstoffen worden bijgehouden. Als de uitbater voor geïnformatiseerde registratie opteert, wordt elke werkdag een staat afgedrukt, die op grond van een doorlopende nummering bijgehouden wordt.

Art. 36. Als bijlage bij het register worden alle documenten gevoegd zoals de bewijzen voor het storten van afvalstoffen in een technisch ondergronds centrum, de inleverings- en wegwerkingscertificaten.

Art. 37. De uitbater is ertoe verplicht een kwartaalverslag aan de Dienst te richten, waarin de totale hoeveelheden afvalstoffen, in ton uitgedrukt, van de binnenkomende en uitgaande hoeveelheden, in detail vermeld voor elke afvalstofcode met inbegrip van de afvalstoffen die voor de valorisering bestemd zijn, worden bijgehouden.

Art. 38. Binnenkomend en uitgaand register, evenals de bijlagen en de contracten waarvan sprake in artikel 20, worden op de zetel van de exploitatie bewaard. Zij worden permanent ter beschikking van de ambtenaar belast met de bewaking gehouden, en worden gedurende minstens vijf jaar na verval van de toelating tot exploitatie of na vroegtijdige beëindiging van de exploitatie van de vestiging bewaard.

Afdeling 3. — Water

Art. 39. De uitbater houdt gedurende minstens drie jaar de overname- en/of behandelingsbewijzen en/of de bewijzen voor het wegwerken van de afvalstoffen voortvloeiend uit het onderhoud van het watervergaar- en -zuiveringssysteem ter beschikking van de ambtenaar belast met de bewaking.

TITEL II. — Installatie voor de inzameling, de sortering en de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen en centrum voor het slopen en het reinigen van afgedankte voertuigen

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Art. 40. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties bedoeld in de rubrieken 37.10.02 en 37.10.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 41. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

Slopen : bedrijvigheid waarbij het afgedankt voertuig ontdaan wordt van een zo groot mogelijk aantal valoriseerbare samenstellende delen, waaronder onderdelen, met het oog op maximaal hergebruik ervan.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Afdeling 1. — Inrichtingen en uitrustingen

Art. 42. De vestiging beschikt te allen tijde over volgende technische uitrustingen :

1° een ruimte voor het laden, het lossen en de controle van de afgedankte voertuigen op de oppervlakte van het bedrijf, met een weegbrug of een weegapparaat dat geïkt en uitgerust is met een informaticasysteem om de controle in real time mogelijk te maken van de binnenkomende en de uitgaande afvalstoffen;

2° een ruimte waarop uitsluitend de niet-gereinigde voertuigen worden opgeslaan;

3° een werkplaats waar de voertuigen gereinigd en de niet-gereinigde voertuigen gesloopt worden;

4° opslagplaatsen voor de inzameling van de afvalstoffen die niet bedoeld zijn onder 7° hiernavermeld, gesorteerd volgens aard en meer bepaald :

de verschillende vloeistoffen die gescheiden worden volgens hun aard;

de gassen die uit de airconditioning-systemen voortkomen;

de uitlaten;

de pyrotechnische producten (airbags);

de gasreservoirs;

5° een ruimte voor het opslaan van de voertuigwrakken;

6° een ruimte voor het opslaan van terugwinbare losse onderdelen;

7° een ruimte voor het opslaan van niet-gevaarlijke afvalstoffen;

8° een vernietigingsmiddel, ofwel een snijmachine, ofwel een pers, ofwel een shredder, behalve indien hij over een contract voor de vernietiging van voertuigen beschikt met een onderneming die over een vernietigingstuig beschikt dat zich op een aanpalend terrein bevindt en dat gedekt is door een milieuvergunning die voor die activiteit geldig is.

In dat contract wordt meer bepaald aangegeven :

dat « de opschorting of de opzegging van het contract enkel ingaat bij het verstrijken van een termijn van drie maanden met ingang van de datum waarop de opschorting of de opzegging aan de Dienst worden bekendgemaakt »;

dat « de uitbater van de vernietigingsinstallatie erover waakt dat elk indentificatienummer dat op het chassis aangebracht is, geheel vernietigd wordt om elk hergebruik uit te sluiten.

Een eensluidend verklaard afschrift van dat contract wordt aan de Dienst medegedeeld de dag waarop het centrum in bedrijf genomen wordt;

9° het rollend materieel dat noodzakelijk is, dient aanwezig te zijn om de bedrijfsinterne verplaatsing van afgedankte voertuigen of inzonderheid van opslagbakken mogelijk te maken.

Art. 43. § 1. De ruimtes voor inontvangstname en opslag van niet-gereinigde voertuigen, evenals de ruimtes voor de demontage en de verwerking, worden ingericht om te vermijden dat de verschillende vloeistoffen en kleine vervuilde onderdelen na demontage in de grond of de ondergrond zouden kunnen dringen.

§ 2. De ruimtes voor het opslaan van de gereinigde afgedankte voertuigen dienen van een verharde bedekking in beton of in een koolwaterstofhoudend product te worden aangelegd.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 44. In die installaties worden enkel de afgedankte voertuigen toegelaten zoals omschreven in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 45. De niet-gereinigde afgedankte voertuigen mogen niet opgestapeld worden en mogen noch op de flank noch op het dak opgeslaan worden.

Art. 46. De activiteiten bestaande uit het aannemen, het reinigen, het slopen en het opslaan van de afgedankte voertuigen staan onder het gezag van een persoon die houder is van een diploma en die kan aantonen dat hij over voldoende opleiding en ervaring beschikt voor die types verrichtingen, en die uitdrukkelijk door de uitbater is aangewezen. Laatstgenoemde is ertoe verplicht de identiteit van die verantwoordelijke schriftelijk mede te delen, evenals hij het eensluidend verklaard afschrift van het diploma aan de ambtenaar belast met de bewaking, aan de technische ambtenaar en aan de Dienst moet afgeven voor inbedrijfname van de vestiging. De Dienst meldt de ontvangst ervan en levert een identificatienummer voor de vestiging aan bedoelde verantwoordelijke af.

Art. 47. Geen enkel afgedankt voertuig mag op de openbare weg geparkeerd staan in de nabije omgeving van de vestiging noch zich op minder dan vijf meter van de openbare weg bevinden als hij zich in de open lucht bevindt.

Die laatste bepaling is niet van toepassing indien er een doorlopend scherm geplaatst is tussen de openbare weg en de afgedankte voertuigen, in de nabije omgeving van de vestiging.

Art. 48. De inrichting van het bedrijf wordt zo opgevat dat de binnenkomende en de uitgaande voertuigen verplicht over de weegbrug gaan, die tijdens de openingsuren constant in dienst dient te zijn.

Afdeling 2. — Criteria en procedures voor het aannemen van de afgedankte voertuigen

Art. 49. De uitbater dient erop toe te zien dat de afgedankte voertuigen conform zijn aan het specifieke karakter van de vestiging. Elke binnenkomende lading wordt minstens visueel nagekeken.

Art. 50. Zodra een afgedankte voertuig aangenomen is in de vestiging, worden diens kenmerken en herkomst in een gegevensbank ingevoerd.

De aanneming van een afgedankt voertuig in de vestiging leidt de uitbater er onmiddellijk toe een opslagattest af te geven aan de houder van het voertuig, waarop minstens het merk en het type ervan vermeld worden.

Op een later tijdstip en binnen een termijn van hoogstens vijftien dagen wordt aan de houder en aan de laatste eigenaar van het voertuig een « vernietigingscertificaat » afgegeven.

Indien er geen typecertificaat is opgesteld door de Dienst, worden op dat certificaat de inlichtingen vermeld die bepaald zijn bij de beslissing 2002/151/EG van 19 februari 2002 van de Europese Commissie inzake de minimumeisen voor het certificaat van vernietiging.

Art. 51. Zodra het afgedankt voertuig aangenomen is, wordt het voorlopig in de ruimte die daartoe voorzien is, opgeslaan. Die opslag mag niet langer duren dan dertig dagen, behalve de jaarlijkse vakantieperiode.

Art. 52. Voor elke sloopverrichting wordt het afgedankt voertuig dat in de vestiging is aangenomen, gereinigd.

Afdeling 3. — Criteria voor de reiniging en het slopen

Art. 53. De vestiging is uitgerust om minstens het volgende mogelijk te maken :

1° wegnemen van de accu's en de reservoirs voor de vloeibaar gemaakte gassen;

2° wegnemen en loskoppelen van de samenstellende delen die zouden kunnen ontploffen, zoals bijvoorbeeld de opblaasbare veiligheidskussens (airbags);

3° wegnemen en gescheiden opslaan, in daartoe voorziene reservoirs, van brandstoffen, carterolie, transmissie-olie, olie van de versnellingsbak, hydraulische olie, afkoelingsolie, antivries, remolie en olie van het airconditioningcircuit, evenals elke andere vloeistof die in het afgedankte voertuig aanwezig is, tenzij zij nog nodig zouden zijn voor het hergebruik van bedoelde delen;

4° wegnemen van alle samenstellende delen die als kwikhoudend bekend staan.

Art. 54. De maximumhoeveelheid afvalstoffen uit de reinigingsverrichtingen die op de bedrijfsruimte worden opgeslaan, worden in de bijzondere voorwaarden vastgelegd.

Art. 55. § 1. Bij het opslaan wordt erover gewaakt dat de samenstellende delen die vloeistoffen bevatten, de valoriseerbare samenstellende delen en de onderdelen niet beschadigd worden.

§ 2. De uitbater beschikt minstens over geschikte containers voor de opslag van de accu's, de filters en condensatoren die PCB/PCT bevatten.

§ 3. De uitbater beschikt over installaties die geschikt zijn voor de opslag van gedemonteerde onderdelen en wisselstukken, in een overdekte ruimte, daarbij inbegrepen een waterwerende installatie voor de opslag van ingesmeerde onderdelen.

De opslagplaats beschikt over een waterwerende grondverharding die aangesloten is op de afvoer naar de decanteer- en ontoliemachine.

§ 4. Over de bereikte gemiddelde sloopgraad, de gebruikte methodes, hun vergelijking met de beste beschikbare technieken, het investeringsplan dat in het vooruitzicht wordt gesteld voor het jaar en de balans van de verwezenlijkingen tegenover het investeringsplan voor het afgelopen jaar wordt een verslag opgemaakte dat uiterlijk op 10 februari aan de Dienst wordt overgemaakt.

Vanaf het tweede jaar wordt melding gemaakt van alle wijzigingen die aangebracht zijn in de exploitatie tegenover het voorgaande jaar. Daarbij worden een afschrift van de financiële balans, van het laatste boekjaar en het verslag van de auditeur van het onafhankelijke certificeerorganisme met accreditatie EN 45004 gevoegd.

§ 5. Zodra de vestiging in bedrijf wordt genomen, worden de sloop- en reinigingsverrichtingen overeenkomstig artikel 86 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan doorgevoerd.

De verrichting is eveneens van toepassing op de pyrotechnische onderdelen (airbags,...).

De vloeistoffen en de andere producten die uit de sloopverrichtingen voortspruiten worden onmiddellijk opgeslaan in overdekte waterdichte boxen en/of stevige en waterdichte bakken die bestaan uit materialen die geschikt zijn voor vloeistoffen en andere producten waartoe ze bestemd zijn. De boxen zijn ingericht en de bakken worden opgeslaan om elk onvoorziën risico op overvloeien en verontreiniging te voorkomen.

Daarnaast dienen de pyrotechnische onderdelen van de airbags, gordels en andere gevaarlijke samenstellende delen losgekoppeld en weggewerkt te worden.

Eveneens dienen voorzover mogelijk alle samenstellende delen die als kwikhoudend bekend staan, weggenomen te worden.

Art. 56. In de bijzondere voorwaarden worden het aantal gereinigde afgedankte voertuigen, de stapelhoogte, de bijzondere opslagvoorwaarden voor de carrosserieën die in voorkomend geval een tweede keer gedemonteerd kunnen worden en de bijzondere voorwaarden voor de opslag van niet-ontplofte pyrotechnische onderdelen, vastgelegd.

Art. 57. § 1. Geen enkel afgedankt voertuig dat in de vestiging is aangenomen mag de vestiging verlaten zonder gereinigd te zijn. Enkel de vernietiging van het chassis kan buiten vestiging plaatsvinden als de uitbater niet over een vernietigingsmiddel beschikt, maar een contract heeft ondertekend met een onderneming die over een vernietigingsvoertuig op een aanpalend terrein beschikt.

§ 2. De identificatienummers die op het chassis vermeld zijn, worden geheel vernietigd om te voorkomen dat ze opnieuw worden gebruikt. Die bepaling is eveneens van toepassing op de chassis die buiten het erkend centrum geshredderd worden, voor verzending ervan.

Afdeling 4. — Voorwaarden voor de uitbater en de certificatie

Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor de uitbater

Art. 58. De uitbater van de bedrijfsruimte moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° indien het een natuurlijke persoon betreft :

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

geen veroordeling hebben opgelopen die nog uitwerking heeft tijdens de vijf laatste jaren voor de aanvraag, bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding op de bepalingen met betrekking tot de politie van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke vestigingen, op de afvalstoffen en op de belasting op de afvalstoffen of op elke andere gelijkwaardige wetgeving uit een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap;

2° indien het een rechtspersoon betreft in de vorm van een handelsvennootschap :

opgericht zijn naar Belgisch recht, naar het recht van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap of een andere staat die verdragsluitende partij is van de overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte en zijn maatschappelijke zetel of zijn bedrijfszetel hebben in België, in een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap of in een andere staat die verdragsluitende partij is van de overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

onder zijn bestuurders, zaakvoerders en personen die bevoegd zijn om de vennootschap te verbinden enkel personen tellen die voldoen aan de voorwaarden bepaald onder 1°, a en b;

3° indien het een rechtspersoon van openbaar of privaatrecht betreft die niet opgericht is als handelsvennootschap : onder de leden van diens beheersorganen en de personeelsleden enkel personen tellen die voldoen aan de voorwaarden bepaald onder 1°, a en b.

Art. 59. De uitbater verstrekt een aangepaste opleiding aan al het personeel dat tewerkgesteld is op de bedrijfsruimte in het kader van de exploitatie ervan. Die opleiding heeft meer bepaald betrekking op :

1° de bepalingen die van toepassing zijn inzake milieuvergunningen en afvalstoffenbeheer;

2° de technieken voor de herkenning en het beheer van de afvalstoffen;

3° de bepalingen inzake interne en externe veiligheid;

4° de milieuproblemen die verband houden met de exploitatie van de vestiging.

De uitbater stelt een repertorium op met de lijst van het personeel dat de opleiding heeft gevolgd en houdt het regelmatig bij. Dat repertorium wordt op het bedrijf bijgehouden.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor de certificering

Art. 60. § 1. Minstens één controle op het erkende centrum wordt jaarlijks verricht door een onafhankelijke certificeringsinstantie met accreditatie EN 45004. De uitbater is er daarnaast toe verplicht te aanvaarden dat zijn installaties regelmatig geïnspecteerd worden door die onafhankelijke certificeringsinstantie.

§ 2. Er wordt een jaarverslag over de controle op het erkende centrum opgesteld door de onafhankelijke certificeringsinstantie.

§ 3. In het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan wordt de stroom afvalstoffen doeltreffend door de uitbater beheerd. Dankzij het administratieve beheer van het centrum kan de Dienst te allen tijde op eenvoudig verzoek een geactualiseerde lijst krijgen waarop alle volgende gegevens betreffende de stroom binnenkomende en uitgaande afvalstoffen, uitgedrukt in gewicht (in kg) en in aantal worden vermeld. Die gegevens worden bovendien jaarlijks op elektronische wijze vóór 31 maart aan de Dienst medegedeeld :

1° lijst van de binnenkomende afgedankte voertuigen, met vermelding van hun aantal, totaal gewicht per categorie M1 of N1, driewielers of andere types voertuigen;

2° lijst van de uitgaande afgedankte voertuigen, met vermelding van hun aantal, hun totaal gewicht per categorie M1 of N1 of driewielers en andere types voertuigen;

3° lijst van de afgevoerde afvalstoffen, hun totale gewicht en hun bestemming : hergebruik, recyclage, verwerking in een vergunde installatie met energierugwinning, verbranding in een behoorlijk vergunde installatie of ondergraving in een technisch ondergravingencentrum;

4° lijst van de vestigingen waar de afgevoerde afvalstoffen aanvaard zijn, de gescande afschriften van de aannamecertificaten die door die vestigingen zijn afgeleverd.

§ 4. Op verzoek van de coördinerende instantie waarvan sprake in artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan en die opgericht kunnen worden door de uitbaters en door hun representatieve beroepsorganisaties maakt elke uitbater de noodzakelijke inlichtingen voor de opvolging van de afgedankte voertuigen over, en meer bepaald het statuut van elk voertuig tegenover het officiële Belgische repertorium voor de inschrijving van de voertuigen en de aanhangwagens.

De gegevens worden ter beschikking gesteld via een geüniformiseerd en elektronisch gegevenssysteem dat verbonden is met de centrale gegevensbank van de coördinerende instantie bedoeld in vorig lid, volgens een procedure en een periodiciteit die door bedoelde instantie bepaald dienen te worden.

Art. 61. De uitbater maakt vóór 10 februari van elk jaar bij aangetekend schrijven het controlerapport over dat verwezenlijkt is door de onafhankelijke certificeringsinstantie voor het afgelopen jaar.

Afdeling 5. — Register

Art. 62. In het register bedoeld in artikel 35 worden volgende inlichtingen opgenomen :

voor de binnenkomende eenheden :

- volgnummer van de binnenkomst van elke partij afvalstoffen;
- datum waarop zij binnenkomen;
- aanduiding en codenummer van de afvalstof;
- adresgegevens van de laatste eigenaar van elk afgedankt voertuig en hun laatste inschrijvingsnummer;
- adresgegevens van de persoon die het/de afgedankte voertuig(en) heeft afgegeven;
- netto-gewicht van de partij en nummer van het weegbiljet;

voor de uitgaande eenheden :

- volgnummer van de afvoer van elke partij afvalstoffen;
- datum waarop zij worden afgevoerd;
- type en aard van de afvalstoffen;
- aanduiding en codenummer van de afvalstof;
- adresgegevens van de vervoerder en van de bestemming, respectievelijk;
- inschrijvingsnummer van het voertuig dat de vestiging verlaat met de vracht;
- nettogewicht van de partij en nummer van het weegbon;

3° weigeringsvermelding.

Afdeling 6. — Beperkingen

Art. 63. De hoeveelheid en/of het totale volume afgedankte voertuigen die aanwezig zijn op de bedrijfsruimte bestemd voor de sloopbedrijvigheid wordt/worden in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 64. De maximumhoeveelheid afgewerkte oliën die in de vestiging opgeslaan kan worden, wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 65. De maximumhoeveelheid gebruikte oplosmiddelen die in de vestiging opgeslaan kan worden, wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 66. De maximumhoeveelheid restbrandstoffen die in de vestiging opgeslaan kan worden, wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 67. De oliefilters worden bewaard in daartoe gebruikte onbrandbare containers die duidelijk geïdentificeerd zijn. Het maximumaantal containers wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 68. De batterijen worden bewaard in zuurbestendige containers. Het maximumaantal containers wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 69. De brandblussers worden in een container uit PVC of gelijkwaardig bewaard. Het maximumaantal containers wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 70. De LPG-tanks worden in bewaard in reservoirs die tegen ontploffingsgevaar bestand zijn. Het maximumaantal reservoirs wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 71. De vloeistoffen van het afkoelsysteem, de ruitenwissers en de remmen worden in waterdichte tanks bewaard. De inhoud van de tanks wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 72. De schokdempers, de remcircuits, de catalysators of de ophangingsbollen worden in containers bewaard. De inhoud van de containers wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 73. Het maximumvolume van de opgeslane, van de velg gehaalde banden wordt in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 74. De verschillende containers en reservoirs worden door een erkende operator afgevoerd binnen de 48 uur nadat ze zijn gevuld. De tanks worden eveneens binnen de 48 uur nadat ze zijn gevuld, leeggemaakt.

Art. 75. De herbruikbare onderdelen worden in een overdekte ruimte opgeslaan en op rekken bewaard.

Art. 76. De opslag van de gesloopte carrosserieën die voor het vervoer zijn bestemd, wordt gescheiden van de andere plaatsen waar de carrosserieën worden opgeslaan en zijn ontoegankelijk voor het publiek.

Art. 77. Voor elk transport naar de shreddereenheden worden de wrakken, na te zijn gesloopt, evenals de andere plaats innemende onderdelen onbruikbaar gemaakt door samendrukking in een hydraulische pers, ofwel uit elkaar gesneden met een hydraulische metaalsnijder, ofwel geshredderd door een shredder, met uitzondering van de voertuigen die afgevoerd worden naar het centrum voor de vernietiging van de afgedankte voertuigen en de verwerking van ferro- en niet-ferro-metalen die aan de bedrijfsruimte aanpalend is.

TITEL III. — Centrum voor de vernietiging van de afgedankte voertuigen en de verwerking van ferro- en niet-ferro-metalen

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Art. 78. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties bedoeld in de rubrieken 37.10.04 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 79. De vestiging is uitgerust met een weegbrug met registratie.

HOOFDSTUK III. — Exploitatie

Afdeling 1. — Afvalstoffen die op de bedrijfsruimte worden aangenomen

Art. 80. In het centrum voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de verwerking van ferro- en niet-ferro-metalen worden enkel toegelaten :

1° de voertuigen die afgestoten worden en als niet-gevaarlijke afvalstoffen worden gebruikt;

2° de catalysatoren die van de voertuigen worden losgemaakt en die kostbare metalen bevatten en de andere catalysatoren die van de voertuigen zijn losgemaakt;

3° de uitrustingen die worden afgestoten en chloorfluorkoolwaterstoffen bevatten.

4° grof vuil, elektronisch grof vuil, elektrisch grof vuil zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002;

5° de ferro- en de niet-ferro-metalen.

Afdeling 2. — Inrichting en uitrustingen

Art. 81. De afvalstoffen worden verplicht opgeslaan op opslagplaatsen die uitsluitend daartoe worden voorbehouden.

Art. 82. De afgedankte voertuigen die opgeslaan worden, worden ontdaan van :

— de accu's;

— de filters voor motorolie;

— de brandstoffen (met lood verzwaarde, loodvrije benzine, diesel, LPG);

— de oliën (motor, versnellingsbak, differentieel);

— de olie van het stuursysteem en de stuurbekrachtiging;

— de olie voor de schokdempers/de hydraulische olie voor de ophanging van de wielen

— de vloeistoffen (remmen, ruitenwissers, afkoeling radiator, afkoeling voor het gesloten airconditioningsysteem);

— de airbags.

Art. 83. In het centrum zijn bijzondere ruimtes aangelegd met wederzijdse afscheiding voor :

- 1° de ferro-metalen;
- 2° de non-ferro-metalen;
- 3° de andere afvalstoffen.

Afdeling 3. — Criteria en procedures voor het aannemen van de afvalstoffen

Art. 84. De weegbrug bedoeld in artikel 79 is uitgerust met een automatisch registratiesysteem en met het elektronisch materieel waarmee de controle in real time van de binnenkomende en de uitgaande afvalstoffen mogelijk gemaakt wordt, of met iedere andere techniek die door de Dienst wordt goedgekeurd.

Art. 85. De ijking van de weegbrug wordt gecontroleerd door een geaccrediteerde certificerings- en controleinstantie.

Art. 86. De inrichting van het bedrijf wordt zo opgevat dat de binnenkomende en de uitgaande voertuigen verplicht over de weegbrug gaan, die tijdens de openingsuren constant in dienst dient te zijn.

Afdeling 4. — Register

Art. 87. In het register bedoeld in artikel 35 worden volgende inlichtingen opgenomen :

voor de binnenkomende eenheden :

- volgnummer van de binnenkomst van elke partij afvalstoffen;
- datum waarop zij binnenkomen;
- aanduiding en codenummer van de afvalstof;
- adresgegevens van de laatste eigenaar elk afgedankt voertuig en hun laatste inschrijvingsnummer;
- adresgegevens van de persoon die het/de afgedankte voertuig(en) heeft afgegeven;
- netto-gewicht van de partij en nummer van het weegbiljet;

voor de uitgaande eenheden :

- volgnummer van de afvoer van elke partij afvalstoffen;
- datum waarop zij worden afgevoerd;
- type en aard van de afvalstoffen;
- aanduiding en codenummer van de afvalstof;
- adresgegevens van de vervoerder en van de bestemming, respectievelijk;
- inschrijvingsnummer van het voertuig dat de vestiging verlaat met de vracht;
- netto-gewicht van de partij en nummer van het weegbiljet;

3° weigeringsvermelding.

Afdeling 5. — Beperkingen

Art. 88. De hoeveelheid en/of het volume ferro-metalen, resten van ferro-metalen en van elke andere afvalstof die hoofdzakelijk ijzerhoudend is, daarbij inbegrepen het grofvuil zoals bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002 en andere uitrustingen die afgestoten worden op de bedrijfsruimte wordt/worden in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 89. De hoeveelheid en/of het volume niet-ferro-metalen, resten van niet-ferro-metalen en elke andere afvalstof die hoofdzakelijk niet-ijzerhoudend is op de bedrijfsruimte, wordt/worden in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 90. De hoeveelheid en/of het totale volume weg te werken afvalstoffen, resten van afvalsortering en -verwerking, daarbij inbegrepen resten van lichte dan wel zware geshredderde onderdelen, worden nauwgezet in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Afdeling 6. — Criteria en procedures voor de afvoer van de afvalstoffen

Art. 91. De inrichting van het bedrijf wordt zo opgevat dat de voertuigen die de ferro- en niet-ferro-metalen van de vestiging afvoeren, verplicht over de weegbrug gaan, die tijdens de openingsuren constant in dienst dient te zijn.

TITEL IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 92. Het besluit van de Waalse Regering van 27 november 1997 tot regeling van de vestiging en de exploitatie van opslagplaatsen en sorteercentra voor oude metalen en afgedankte voertuigen wordt opgeheven voor wat betreft de vestigingen die bestaan twaalf maanden na inwerkingtreding van dit besluit en voor de andere vestigingen met ingang van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 93. Dit besluit treedt in werking één maand na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van vorig lid treedt dit besluit voor de bestaande vestigingen in werking één jaar na diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 94. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET